

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTE DE DROIT

DE L'APPLICATION ET DE LA RÉFORME

DE LA

COMMUNAUTÉ LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

PAR

ALBERT VINCENS



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTE DE DROIT

DE L'APPLICATION ET DE LA RÉFORME
DE LA
COMMUNAUTÉ LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

PAR

ALBERT VINCENS



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémoud, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

N..., chargé d'un cours d'Économie politique.

N..., chargé de cours de Droit constitutionnel.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Charmont, *président.*

Margat, }
Perreau, } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

Témoignage de filiale reconnaissance

A MES FRÈRES ET SŒURS

A TOUS MES PARENTS

A MES AMIS

A. VINCENS

DE L'APPLICATION ET DE LA RÉFORME

DE LA

COMMUNAUTÉ LÉGALE

INTRODUCTION

APERÇU HISTORIQUE

Le mariage associe deux existences. Mais la société de personnes qu'il établit ne va pas sans une société d'intérêts. Du mariage, en effet, découlent des charges communes aux deux conjoints. Une famille nouvelle va se fonder ; on aura dès lors un budget à régler et à alimenter ; il faudra pourvoir à l'entretien des époux, à celui des enfants, à leur éducation, déterminer dans quelle mesure chacun des époux devra y contribuer.

Aussi l'idée d'une société pécuniaire résultant entre les époux du fait même du mariage, paraît-elle aussi simple que naturelle. Et cependant, si simple,

si naturelle qu'elle nous paraisse aujourd'hui, elle est le résultat d'une évolution très intéressante et très remarquable dans la condition sociale de la femme. D'abord esclave qu'on achète, puis incapable, pupille que l'on protège, elle finit par devenir la compagne, l'égale du mari. Or, à chacune de ces étapes, correspondent dans les législations des institutions différentes qui annoncent et marquent ces divers échelons qu'elle a successivement gravis, et parmi celles qui caractérisent le dernier terme de l'évolution, il n'en est peut-être pas qui l'indiquent mieux que les associations qui s'établissent quant aux biens entre les époux par le fait seul du mariage.

Aussi n'est-ce pas loin dans l'histoire des législations qu'il faut chercher les origines et le développement des associations relatives aux biens que le mariage établit ou peut établir entre époux.

Nous n'entreprendrons point ici la tâche difficile de retracer l'historique détaillé à travers les siècles de la communauté, régime de droit commun actuel en notre France ; ce serait au-dessus de nos forces comme aussi en dehors du cadre dans lequel nous devons nous renfermer, puisque notre étude portera plus spécialement sur les modifications à apporter au régime de communauté légale, dont nous aurons essayé de montrer les principaux inconvénients. Mais il nous paraît utile de ne point négliger complètement la question de son origine. Cette étude pourra nous être profitable pour mieux comprendre et expli-

quer la raison d'être et le point de départ de certaines critiques que nous aurons à formuler contre elle.

La question de l'origine de notre communauté a été longtemps discutée et a entraîné nombre de réponses divergentes. Il est vrai qu'il est malaisé sur ce point d'appuyer une opinion sur des textes ; les renseignements historiques pour l'époque où la communauté a dû se développer, faisant en effet complètement défaut. Les sources qui nous parlent de la communauté entre époux ne remontent guère au-delà du XIII^e siècle, et elles nous montrent déjà la communauté des meubles et conquêts comme établie.

Quelques écrivains ont cru retrouver dans le droit romain les origines de notre régime légal, mais c'est là une opinion que ne justifient pas à notre avis les textes sur lesquels on l'appuie. On cite surtout un fragment de Scævola, où il est parlé d'un homme qui « *Societatem omnium bonorum cum conjuge sua per annos quadraginta habuit* » (1). Ce texte dit que les époux peuvent stipuler entre eux une société ordinaire tout comme le pourraient des étrangers. La loi romaine admettait la validité des contrats passés entre époux, pourquoi aurait-elle prohibé plutôt la société qu'un autre contrat ? Ce qu'on ne saurait admettre, c'est que le droit romain ait jamais considéré qu'une société de biens peut s'établir entre les époux

(1) *Dig.*, liv. 16, § 3.

par le seul fait du mariage. C'eût été porter à la puissance du *paterfamilias*, envisagé comme mari et comme chef de famille, une atteinte absolument contraire aux mœurs, à toutes les traditions. Il n'y avait à Rome dans le mariage qu'un régime d'autorité sans aucun principe d'association entre époux.

Notre communauté aurait-elle des origines gauloises ? D'après une théorie ancienne, longtemps soutenue, notre système coutumier remonterait aux Gaulois, et on en trouverait la preuve dans un fragment de César. C'est un passage des *Commentaires* de César (1), dans lequel ce dernier s'est proposé de décrire le régime matrimonial des Gaulois : « *Viri quantas pecunias ab uxoribus dotis nomine acceperunt, tantas ex suis bonis, æstimatione facta cum dotibus communicant. Hujus omnis pecuniæ conjunctim ratio habetur, fructus que servantur ; uter eorum vita superarit ad eum, pars utriusque, cum fructibus superiorum temporum pervenit* ».

Cette opinion, soutenue par Guy Coquille (2) et reprise par Pardessus (3), est aujourd'hui à peu près abandonnée. Il suffit de se reporter au texte de César pour se convaincre qu'il ne se réfère point à no-

(1) Livre 6, § 15.

(2) Sur art. 2, chap. 23, Cout. de Nivernais : « Ce droit de communauté de biens a pris son origine du temps des anciens Gaulois ».

(3) Loi salique. Dissertation 13.

tre communauté. Le texte de César nous apprend que le mari était tenu de mettre en communauté autant de biens qu'il en recevait de sa femme, et que le tout devait appartenir au survivant des deux.

Mais ce don réciproque paraît avoir été tout différent de notre communauté. Il se présente plutôt avec le caractère d'une combinaison aléatoire, une donation égale et réciproque attribuée au survivant à titre de gain de survie.

D'ailleurs, si cette opinion était exacte, il serait étonnant que la communauté entre époux se fût maintenue seulement dans les pays coutumiers et développée d'une façon presque exclusive dans le nord de la France, alors qu'il eût été plus naturel qu'elle fût née et utilisée dans la région méridionale, soumise à l'influence du droit romain. Or, on est obligé de constater précisément le contraire.

Nous n'avons donc trouvé, ni à Rome, ni chez les Gaulois, l'origine de notre communauté.

Serons-nous plus heureux chez les Germains ? Nous n'avons guère plus de renseignements sur le régime matrimonial des anciens Germains que sur celui des anciens Gaulois. Il est vraisemblable toutefois que les pays coutumiers, qui sont plus voisins de l'Allemagne que les pays de droit écrit, ont emprunté cet usage des Germains.

Cependant l'institution germanique est loin de ressembler à la communauté. C'est un système « d'union des biens » avec *mundium* du mari, sans principe

de société. La vérité est que les anciens Germains achetaient leurs femmes. De nombreux documents confirment cet usage. Il est dit dans la loi des Saxons que le mari paiera trois cents sous d'or aux parents de la fille.

La loi des Burgondes parle textuellement de *pretium nuptiale*, *pretium puellæ*.

Enfin, la loi 76 saxonne dispose : *Si vir virginem mercelur, pretio empta sit*. Si un homme veut épouser une fille, qu'il l'achète. On retrouve souvent dans les vieilles chartres tudesques, le verbe acheter comme synonyme d'épouser.

Mais s'il est vrai que le mari achète sa femme, comment pourrait-il y avoir entre les époux une association conjugale ? Quoique moins énergique que la *manus* romaine, le *mundium* reconnu par les Germains au mari sur la personne de la femme, paraîtrait nécessairement exclure l'idée d'une institution qui ne peut se comprendre que là où la femme a cessé d'être l'esclave du mari pour devenir sa compagne, et, dans une certaine mesure au moins, son égale.

C'est seulement chez les Germains établis en Gaule, après la chute de l'empire d'Occident, que nous relevons les premières traces d'une sorte de communauté conjugale. Elle se manifeste d'abord par une certaine participation accordée à la femme dans les gains du ménage. Mais il est assez difficile de dégager le véritable caractère du droit qui lui est ainsi reconnu. Est-ce un droit de co-propriété ? Est-ce un simple

droit de survie ? L'intérêt de la question est évident. Si c'est un droit de propriété, c'est là qu'il faut voir l'origine première de notre communauté. Au contraire, si ce n'est qu'un simple droit de survie, ce sera à une époque moins reculée qu'il faudra remonter.

Voyons ce que nous révèlent les coutumiers barbares. Beaucoup d'entre eux ne se préoccupent nullement de la femme : d'autres lui reconnaissent cependant un certain droit.

La loi des Ripuaires (1) attribue à la femme le tiers des biens acquis durant le mariage ; on lit, en effet, dans Aimon, que lors du partage qui fut fait de la succession de Dagobert entre ses enfants, on réserva le tiers des acquisitions qu'il avait faites pour la reine sa veuve ; ce qui confirme que l'usage était alors de donner aux femmes le tiers de la communauté. Louis le Débonnaire et Lothaire, son fils, en firent une loi générale : *volumus ut uxores defunctorum post obitum maritorum, tertiam partem collaborationis, quam simul in beneficio collaboraverunt, accipiant* (2).

Quant à la loi salique, bien qu'elle semble décider qu'aucune portion de la terre salique ne saurait appartenir à la femme, de nombreux documents éta-

(1) *Lex Rip.*, titre XXXVII, chap. 2.

(2) Capitulaire 821 de Louis le Débonnaire.

blissent que la veuve a droit à un tiers des acquêts (1).

Chez les Saxons, la femme a droit non seulement au tiers, mais à la moitié des acquêts : *de ea quod vir et mulier simul conquisierint mulier mediam portionem accipiat : hoc est apud Westfalos* (2).

D'après la loi des Burgondes, la veuve, qui n'a pas d'autres ressources, reçoit sur les biens de son mari, à la condition de ne point se remarier, un droit d'usufruit. La quotité de ce droit varie suivant le nombre d'enfants laissés par le défunt ; elle porte sur le tiers ou sur le quart des biens, suivant qu'il existe un ou plusieurs enfants.

La loi bavaroise contenait une disposition analogue aux dispositions de la loi des Burgondes. Elle donnait à la femme survivante une part d'enfant, et, à défaut d'enfant, la moitié des acquêts, mais en usufruit seulement.

Les dispositions de ces différentes lois sont assez diverses au point de vue de la quotité des droits reconnus à la femme, mais au point de vue de la nature de ces droits, je ne crois pas qu'on y puisse voir autre chose que de simples droits de survie ou des droits de succession. A notre avis, on ne saurait y voir des droits de propriété, c'est-à-dire des droits résultant

(1) Frédégaire, ch. 84 et 85.

(2) Vetus lex Saxonum.

pour la femme d'une communauté existant entre elle et son mari.

Ce qui caractérise en effet le droit que la femme puise dans la communauté, c'est que ce droit lui appartient à tout événement. Mourant avant son mari, elle le transmet à ses héritiers, qui, dans la masse commune, exercent les droits que la femme y aurait exercés elle-même. Or, tel n'est pas le caractère des différents droits consacrés par les lois barbares. Ces droits, attachés à la personne même de la femme, s'évanouissent par son prédécès ; ce sont de simples gains de survie.

On a pu cependant soutenir que, dès cette époque, la femme avait un droit de co-propriété dans les acquêts, et l'on se fonde sur certaines formules de Marculfe (1), qui supposent expressément, dit-on, la co-propriété de l'épouse. Ces formules, l'une d'entre elles surtout, semblent significatives, car elles nous montrent la femme disposant pendant le mariage de son droit dans les acquêts, et nous y voyons la femme prendre soin d'exclure ses héritiers. Comment, dès lors, admettre que ce simple droit de survie de la femme ne s'est point changé en un véritable droit de propriété ?

Ainsi donc, petit à petit, la transformation s'opérait. Le *mundium* marital s'effaçait, la femme venait

(1) Formules 6 et 17 du Livre XI.

prendre à côté du mari sa place d'associée et d'é-gale ; ses droits sur les biens communs, d'éventuels et incertains qu'ils étaient à l'origine, s'affirmaient. Sa situation allait s'améliorant chaque jour, la quantité de son droit avait augmenté, et du tiers était parvenu à la moitié. Était-ce déjà la communauté ? Il est difficile de le dire ; ce qui est certain, c'est qu'à ce moment se trouve déjà commencée l'évolution qui doit se terminer par l'établissement dans les pays du Nord de la communauté coutumière comme régime matrimonial des époux.

Mais il appartenait à la féodalité d'organiser entre époux, quant aux biens, une association résultant du mariage lui-même. Si l'on peut reporter au-delà l'origine première de la communauté, c'est dans tous les cas à l'époque féodale qu'elle s'est développée et affirmée. A une époque aussi favorable à l'association, où nous voyons s'accroître pour elle une faveur aussi marquée, le mariage était tout indiqué pour devenir la base et le principe d'une association pécuniaire entre époux.

Une habitude fort lointaine et fort répandue alors devait venir influencer fortement sur la formation de la coutume. C'est l'existence d'une sorte de société particulière appelée *société tacite* ou *taisible*.

C'est une société qui se formait autrement que par le mariage et sans écrit dans certaines coutumes, entre certaines personnes, par une habitation et une vie commune sous le même toit et au même pot-au-

feu pendant un an et jour, et avec intention marquée de vivre en commun. Ces associations ont couvert tout le sol de notre pays. On en constate l'existence non seulement dans les pays de coutume, mais même dans les pays de droit écrit. On les trouve en Franche-Comté, en Bourgogne, en Nivernais, dans le Comté de Marche, dans le Maine, la Touraine, l'Anjou, la Champagne, l'Auvergne, à Bordeaux, Toulouse, etc. Mais à partir du XV^e siècle, ces sociétés taisibles tendent à disparaître. C'est qu'à ce moment-là l'influence renaissante du droit romain devait leur porter un coup mortel. Ces associations se formaient antérieurement sans convention préalable ni écrit ; à partir de cette époque, il fallut une convention expresse pour la constitution de toute société ; de plus, on voit encore l'ordonnance de Moulins de 1566 exiger un écrit pour tous les contrats dont la valeur dépasse cent livres.

Quelle a été l'origine de ces sociétés taisibles ? Les opinions ont été diverses jusqu'à ce jour. Les uns ont cru trouver la raison de leur formation dans la servitude. Le serf, en effet, pouvait librement jouir, posséder, acquérir, mais il ne pouvait disposer par testament ou succession et transmettre ses biens. C'était à l'origine une incapacité absolue dont il était frappé. Peu à peu s'introduisit une restriction à ce droit du seigneur en faveur des enfants du serf vivant avec lui, cas pour lequel il paraissait particulièrement inique, et cette exception s'étendit à tous ceux qui vi-

vaient en communauté avec le mainmortable. Evidemment, cette barrière au droit « d'échûte » du seigneur a bien pu favoriser la création de certaines de ces associations, mais là n'est point leur origine première, puisqu'elles existaient bien avant.

D'autres ont cherché à voir dans cette institution l'influence religieuse et l'imitation des communautés religieuses, mais ici encore l'ancienneté plus grande de ces sociétés taisibles ne nous permet point d'accepter cette seconde opinion.

M. Massé (1), dans une étude sur le *Caractère juridique de la communauté entre époux*, nous montre comment en France, à l'imitation de ce qui s'est passé en Allemagne et en Suisse, où « les principes de la propriété collective et les formes d'association postérieures, ont eu pour base principale et originaire la conception de la famille germanique, c'est à l'indivision familiale, à la mort du père de famille, que se trouve l'origine de nos sociétés taisibles ». Tant que le père vit, il n'y a pas véritable communauté ; mais du jour où il vient à disparaître, les membres de la famille, qu'il s'agisse de la mère survivante vivant avec les enfants, ou des frères demeurant ensemble, forment entre eux une véritable communauté, modèle initial de nos sociétés taisibles. Et la preuve la plus frappante que c'est à l'indivision entre frères qu'il

(1) Page 390 et suivantes.

faut voir l'origine des communautés du Moyen-Age, c'est que les sociétés taisibles entre frères en sont encore les formes les plus fréquentes. La parenté a toujours été une des conditions généralement essentielles de la formation de ces associations ; il est certain que c'est là un souvenir manifeste de la forme familiale primitive.

Nous avons dit plus haut qu'il fallait, pour la constitution de ces sociétés, une habitation commune et continue pendant un an et un jour. Ce n'était pas la seule condition. Les membres devaient, en outre, « avoir bourse commune et vivre au même feu et même pain ». Il devait y avoir communauté de ménage, de bénéfices et de dépenses.

Il fallait encore qu'il y eut « mixtion de biens », c'est-à-dire confusion de mobilier ; ce qui comprend les meubles, les effets et les créances mobilières personnelles à chacun d'eux avant leur union, et encore tout le mobilier survenu depuis la constitution, ainsi que les immeubles acquis durant la communauté et les fruits des propres. Si un communiste mourait laissant des enfants, ceux-ci entraient de plein droit dans la communauté.

En principe, ces sociétés taisibles étaient conclues pour la vie de leurs membres. Il n'était cependant pas de leur essence d'être indissolubles. Elles pouvaient en général prendre fin sur la demande de l'un des membres. Le simple départ de l'un d'eux rompait la

communauté. Le partage avait alors lieu par parts égales.

L'administration de ce patrimoine commun était soumise au régime de l'égalité des droits de la part de chaque « co-parsonnier ». Ce que l'un fait, il est censé le faire de l'aveu et du consentement des autres ; ils sont entre eux comme des mandataires respectifs. Il y a cependant des coutumes assez nombreuses, comme celles du Berry, où tous les associés n'ont pas un pouvoir égal d'administration pour les biens de la communauté. Lorsqu'il y en a un qui est notoirement connu pour *maître*, c'est-à-dire pour chef et pour principal administrateur, il n'appartient qu'à lui seul de contracter pour lui et pour les autres activement et passivement.

Chacun des associés a droit d'user pour son service particulier des choses communes. Les frais de maladie sont à la charge de la Société. Si l'un des associés a une femme et des enfants, l'entretien de cette femme et de ces enfants se prennent aussi sur les choses communes ; on y prend encore les frais d'étude et de pension, mais les frais extraordinaires, comme de doctorat, par exemple, se précomptent lors du partage, de même que les dots que l'on a tirées de la communauté pour le mariage des filles (1).

(1) Répertoire de jurisprudence publié par Guyot, p. 281.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur la constitution et le fonctionnement de ces sociétés si fréquentes au Moyen-Age. Nous croirions sortir des limites de notre tâche ; mais le peu que nous en avons dit montre suffisamment l'influence que ces communautés ont dû exercer sur l'association conjugale, à tel point qu'il n'est pas téméraire d'affirmer que la communauté entre époux n'est qu'une sorte de variété des sociétés taisibles.

C'est la conclusion à laquelle arrive M. Massé, après avoir mis en parallèle ces deux espèces d'associations. « Cette conclusion ne paraîtra pas étrange, dit-il (1), pour quiconque aura étudié ces régimes de communauté ; les ressemblances entre ces deux institutions sont frappantes au point qu'elles ne paraissent en faire qu'une ».

Signalons les principales : 1° D'abord le but même de ces deux formes de collectivité, n'est-il pas identique ? Les sociétés taisibles n'étaient que de petites sociétés de production, essentiellement familiales, composées de gens qui cherchaient uniquement à conserver le fonds social qu'ils cultivaient en commun, pour qu'il subvînt à leurs nécessités sans aucune intention de réaliser des bénéfices ; n'est-ce pas là aussi le caractère de la communauté entre époux ? Le patrimoine commun n'y est pas destiné

(1) Massé, *op. cit* , p. 417.

à enrichir ses propriétaires ; les époux n'ont en vue aucune idée de spéculation ; leur pensée essentielle c'est que ce bien produise suffisamment pour leur permettre d'élever convenablement les enfants. » (1)

2° Un grand nombre de coutumes ne faisaient commencer la communauté entre époux, qu'au bout de un an et un jour de cohabitation. Telles étaient les coutumes de Chartres, Châteauneuf, Dreux, Lodunois, Poitou, Maine, Anjou, Bretagne etc. Nous y voyons là, la trace certaine de l'influence que durent exercer les sociétés taisybles sur les associations conjugales ; à tel point, que le fait seul de la cohabitation était l'élément essentiel du mariage. Et Loysel a pu dire avec juste raison :

Boire, manger, coucher ensemble
C'est mariage ce me semble (2)

Y a-t-il là un principe différent de celui qui exige que les communistes soient « à un pot et à un pain » ?

3° La communauté continuait de plein droit, après la mort de l'un des époux, entre le survivant et les enfants nés du mariage, à moins qu'il n'y eut inventaire et partage (3).

Notons enfin une dernière ressemblance. Depuis

(1) Massé, *op. cit.*, p. 419 et suiv.

(2) Loysel. Institutes Coutumières.

(3) Planiol, Droit civil, III, p. 280.

l'époque où, dans les coutumes, on peut suivre nos deux institutions, leur composition patrimoniale a été de tout temps identique. Il y a eu des communautés universelles entre époux comme entre parsonniers, mais la véritable règle coutumière pour ces deux sortes d'associations, fut toujours que le patrimoine commun se composait des meubles, des acquêts immobiliers et des fruits propres.

Ainsi donc, de tout ce que nous avons exposé jusqu'ici, il semble résulter pour nous que le germe de la communauté entre époux se trouve dans la famille germanique. Seulement, à l'origine, les droits de la femme sur la masse commune, ne sont représentés que par un simple droit de succession ou gain de survie, pour l'époque de la dissolution du mariage, mais ce droit finit par se transformer en droit de propriété sur le patrimoine commun. Le Moyen-Age, avec sa tendance marquée pour l'association, devait fortement influencer sur l'évolution du régime de communauté, et nous avons vu comment beaucoup de règles étaient devenues communes aux sociétés taisibles et aux associations conjugales. Cette analogie que nous signalions plus haut, en montrant les principaux caractères et les points les plus saillants, avait déjà frappé Beaumanoir (1), et c'est lui qui, le premier, avait signalé le rôle des sociétés taisibles dans l'histoire de la communauté entre époux.

(1) Beaumanoir. Coutume de Beauvoisis, chap. 21.

Jusqu'à présent nos explications ont porté presque exclusivement sur les pays du Nord. Nous devons nous garder, dans un aperçu historique sur la communauté, d'oublier les pays du Midi. Nous y rencontrerons la communauté comme un correctif des règles du régime dotal.

Plus rebelles à la féodalité, plus imbus de la civilisation romaine, les pays du Midi avaient conservé le régime matrimonial des premiers conquérants de la Gaule. C'était le régime dotal tel qu'il existait dans le dernier état du droit romain, qui réglait la situation pécuniaire des époux dans le mariage. Régime essentiellement de conservation, le régime dotal se préoccupe avant tout d'assurer la restitution des biens apportés en dot par la femme. Elle n'est point dans ce régime intéressée à la prospérité des affaires du ménage ; toutes les acquisitions que fait le mari avec les fruits de la collaboration commune, sont pour le mari seul. Et c'est pour remédier aux inconvénients de ce régime, que l'on y introduit les principes de l'association. Par elle les résultats de la collaboration des deux époux et les économies réalisées sont mises en commun au lieu d'être propres au mari. Aussi ne doit-on pas s'étonner de la faveur que cette clause rencontre dans les pays de dotalité. Dans le ressort du Parlement de Bordeaux, elle est très usitée et finit par devenir de règle dans les pays régis par cette coutume.

Dans notre ancien droit nous trouvons donc la

France divisée en deux grandes parties, se composant : l'une, des pays appelés de coutumes, et l'autre des pays restés fidèles au droit romain, les premiers vivant sous le régime de communauté et les seconds sous celui du régime dotal.

Au moment de la rédaction du Code civil et lorsque vint devant le Corps législatif la question de savoir lequel des deux régimes aurait la prééminence pour devenir régime légal, de longues discussions surgirent. Il ne pouvait guère en être autrement. Ces deux régimes s'étaient disputé la faveur populaire et régnaient chacun en maître dans les provinces de leur ressort. On comprend dès lors combien de ménagements exigeait cette matière ; car si l'on était à peu près unanime pour autoriser la plus grande liberté possible dans le règlement des conventions matrimoniales, on ne l'était plus dès qu'il fallait choisir entre eux deux le régime de droit commun. Or, il fallait prévoir le cas, assez fréquent, où nulles conventions particulières n'auraient précédé l'acte civil de mariage. En l'absence de toute convention la loi doit nécessairement régler les droits respectifs des époux. Il doit y être pourvu par un droit commun quelconque, et l'attention du législateur devait même se porter avec une sollicitude peut-être plus sensible sur ces mariages, soumis seulement à la loi commune, par l'impossibilité de faire les frais d'un contrat, ou par la déclaration expresse que les époux faisaient de l'acceptation de ce contrat lui-même. La loi de-

vant régler les droits et intérêts des époux qui ne pourront pas ou ne voudront pas les régler eux-mêmes, quelle sera donc cette loi commune qui, à défaut de contrats ou de stipulations volontaires, gouvernera tous les mariages ? Auquel des deux systèmes de la communauté ou du régime dotal donnera-t-on « l'honorable privilège de devenir le régime de droit commun de la législation nouvelle ». (1)

L'un et l'autre trouvèrent des partisans éloquentes et convaincus. Trois ordres de motifs conduisirent principalement le législateur à préférer la communauté coutumière.

C'était, en premier lieu, un régime essentiellement national. Il s'était formé et développé, nous l'avons vu plus haut, sur le sol même de la France.

En second lieu on s'accorde à le trouver plus conforme à la nature même du mariage. L'association des intérêts pécuniaires y apparaît heureusement comme la conséquence de l'union des personnes ; dans le régime dotal, au contraire, ces mêmes intérêts se trouvent parfois en opposition.

Enfin, contrairement à ce qui a lieu sous le régime dotal, la communauté intéresse directement la fem-

(1) Rapport présenté par M. Duveyrier devant le Tribunal au nom de la section de Législation, rapporté dans le Répertoire de Législation de Doctrine et de Jurisprudence de Dalloz.

me à la prospérité du ménage en lui donnant sa part de tous les bénéfices réalisés.

Le combat qui s'était livré entre les partisans du régime dotal et du régime de communauté pour la conquête de la suprématie légale, recommença entre les partisans des divers régimes de communauté.

La communauté universelle fut proposée par un orateur au Conseil d'Etat, M. Béranger. « L'union entre les époux, disait-il, en confondant les charges, les intérêts et les besoins, conduit naturellement à rendre les biens communs. Les fraudes, d'ailleurs, seraient moins à craindre contre les créanciers, trompés souvent par de fausses reconnaissances de dots. »

Mais M. Tronchet objecta que ce système heurtait trop les usages, les immeubles personnels ayant été de tout temps exclus de la communauté ; d'ailleurs la communauté universelle n'a pas les préférences de la population, et rien n'est plus rare, en fait, qu'un contrat de mariage qui l'adopte. La proposition de M. Béranger ne fut pas acceptée (1).

Maleville proposa la communauté réduite aux acquêts, mais son système fut écarté pour des raisons pratiques, bien qu'il fût le plus raisonnable et le plus juste. Ce régime diffère de la communauté légale en ce qu'il ne comprend pas le mobilier des époux. Or, les gens qui se marient sans contrat ne font pas da-

(1) Loqué. Législation civile, t. 13, p. 183, 184.

vantage l'inventaire de leur mobilier, et comment eût-on distingué, à défaut d'inventaire, les meubles propres des meubles communs ? Nous démontrerons dans la suite que cette difficulté est loin d'être décisive. On aurait pu laisser à chaque époux le droit de prouver comme il le pourrait l'origine du mobilier qu'il réclame comme propre ; faute par lui d'apporter une preuve régulière, ce mobilier serait resté acquis à la communauté. Pourquoi interdire cette preuve dans les cas où elle est possible en fait ?

Restait le régime de la communauté mobilière ; ce fut lui qui l'emporta et qui, depuis lors, en France est resté notre régime légal. C'est sous son empire que, chaque année, plus de 200.000 ménages se trouvent placés pour n'avoir pu faire les frais d'un contrat.

C'est ce régime que nous nous proposons d'étudier, en montrant les inconvénients et les défauts. Le mouvement économique et social du siècle dernier, la tendance chaque jour plus accentuée vers l'égalité des sexes, rendent des modifications nécessaires.

Ce sont ces réformes que nous essayerons de déterminer après avoir indiqué les améliorations qui, depuis 1804 jusqu'à nos jours, ont été apportées dans l'intérêt de la femme mariée sans contrat.

Nous diviserons notre travail en trois parties :

1° Nous traiterons dans une première partie des

inconvenients que présente notre régime matrimonial de droit commun.

2° Dans une seconde partie nous énumérerons les modifications apportées dans l'intérêt de la femme mariée, durant le cours du siècle dernier, par la jurisprudence et par la loi.

Enfin, dans une troisième partie, nous apprécierons les réformes proposées et, critiquant leur évidente insuffisance, nous nous demanderons par quels moyens nous pourrions corriger et amender notre régime de communauté légale.

PREMIÈRE PARTIE

INCONVÉNIENTS DU RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

CHAPITRE PREMIER

INJUSTICE DE CE RÉGIME QUAND LES APPORTS SONT INÉGAUX

La communauté des meubles et des acquêts telle qu'elle est organisée par le Code civil est irrationnelle, injuste dans ses résultats et produit des conséquences fâcheuses.

Aux termes de l'article 1401 du Code civil, la communauté légale se compose activement : 1° « De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou même de donation si le donateur n'a exprimé le contraire ». Ainsi donc la communauté légale sous laquelle on se trouve placé lorsqu'on n'a

pas fait de contrat, comprend non seulement les acquêts, c'est-à-dire les revenus des biens, ou les gains d'un commerce ou d'une industrie exercés par les époux après le mariage, mais elle s'étend encore à tous les meubles qui appartenaient à l'un ou à l'autre conjoint au moment du mariage, à tous ceux qu'une succession ou donation leur fera échoir plus tard, les immeubles demeurant au contraire propres. C'est là un résultat injuste. Si la vie commune doit entraîner la communauté des biens, et l'association des efforts celle des richesses, ce ne peut être qu'à partir du jour où le mariage a commencé. Jusque-là les époux ont vécu séparés et devraient conserver séparément leurs biens. Qui n'aperçoit de suite les conséquences funestes d'un pareil système ? Supposons qu'en se mariant le mari ait 100.000 francs d'immeubles et la femme 100.000 francs de meubles. Le mari conservera sa fortune entière et gagnera d'un coup la moitié de celle de sa femme ; voilà qui allume les convoitises et redouble l'ardeur des maris pour les mariages d'argent.

Si nous examinons notre régime légal au point de vue passif, nous y relevons autant d'injustices. La communauté se compose passivement, dit l'article 1409 : 1° « De toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient durant le mariage, etc... ». Dans le but d'établir une corrélation entre l'actif et

le passif, la loi fait une distinction parmi les dettes dont les époux sont grevés au jour du mariage ; celles de ces dettes qui sont mobilières entrent en communauté afin d'y suivre l'actif mobilier. Or, le même critère n'est point admis pour les dettes antérieures au mariage et pour celles contractées pendant le mariage, et formant une charge de successions échues. Au lieu de les répartir toujours proportionnellement au mobilier et aux immeubles, on les répartit parfois selon leur nature, ce qui est injuste, les dettes mobilières tombant en communauté et les dettes immobilières restant à la charge du conjoint débiteur.

Notre Code a voulu conserver une règle du vieux droit français, sans prendre garde que ces anciennes distinctions qu'il maintenait ne correspondaient plus au nouvel état de choses qu'il venait de créer lui-même : « Cette distinction était conforme, dit Pothier (1), à un principe de notre ancien droit français, que les dettes mobilières d'une personne sont en général une charge de l'universalité des meubles ; or, la loi fait entrer dans l'actif de la communauté tous les meubles et droits mobiliers des époux ». On voulait établir l'équilibre entre l'actif et le passif ; malheureusement cet équilibre n'existe ici qu'en apparence ; il n'y a aucune proportion réelle entre ce que la com-

(1) Pothier. Communauté, n° 233.

munauté gagne en fait d'actif et ce qu'elle supporte en fait de passif, dès que les époux ou seulement l'un d'eux possèdent un ou plusieurs immeubles.

Ce principe, qui met à la charge de la communauté les dettes mobilières des époux antérieures au mariage, est un principe absolu qui n'admet aucune distinction relative au plus ou moins de valeur de leurs apports mobiliers.

Or, il peut résulter de là une grande inégalité entre les époux, ce qui a provoqué de tout temps de vives critiques. Pothier aurait voulu qu'on adoptât pour les dettes dont il s'agit la même règle que pour celles des successions qui échoient aux époux pendant la communauté. Elles ne seraient tombées définitivement à la charge de la communauté que dans la proportion de la valeur du mobilier de l'époux débiteur, comparée à la valeur de ses immeubles.

Il peut arriver, en effet, que l'un des époux ait des immeubles considérables, mais aucune valeur mobilière et beaucoup de dettes ; si l'autre n'a que du mobilier et point de dettes, l'avoir de celui-ci servira donc à payer les dettes de celui-là ; de là des déceptions et des mécomptes.

Aussi ce système a-t-il été de tout temps l'objet de vives critiques. Laurent s'en fait l'écho dans son livre intitulé : *Principes de droit civil français*, tome 21, n° 396 et suiv. Cependant, dit M. de Folleville, ce système a un avantage manifeste sur celui qui mettrait à la charge de la communauté une part de

dettes proportionnelle à l'actif mobilier entrant en communauté. « Il évite (1) toute espèce de calculs, toute estimation, toute comparaison entre l'actif mobilier et l'actif immobilier de chacun des nouveaux conjoints, estimations et comparaisons qui auraient pu, dès le début du mariage, donner ouverture à une foule de chicanes et de difficultés de toute sorte, assurément funestes à la bonne harmonie du ménage. D'un autre côté ce système ne présente aucun inconvénient réel, car si les dettes mobilières sont effectivement plus considérables que l'actif mobilier, les époux ont avant le mariage un moyen facile de soustraire leur communauté aux conséquences de cette situation, c'est de stipuler qu'ils resteront séparés de dettes (Code civil, art. 1510-1513) ; c'est encore de faire entrer dans la communauté une partie des immeubles au moyen d'une clause d'ameublement ».

Nous ne saurions accepter une pareille manière de voir. On a établi ce régime légal, il est vrai, pour la classe pauvre, dont le mobilier et le passif ont habituellement si peu d'importance qu'on peut les mettre en commun sans craindre de blesser l'équité. Est-ce toujours bien sûr ? On surprend après le mariage des dettes que le mari avait faites comme gar-

(1) De Folleville. Traité du contrat pécuniaire de mariage, t. I, n° 275. Rapporté dans Dalloz, contrat de mariage, supplément n° 287.

gon, et la petite dot de la femme va couvrir ces dettes sans obtenir de récompense.

D'ailleurs, toutes ces prétendues impossibilités de preuves ne sont qu'une fantasmagorie. La loi actuelle, dit M. Thaller, ne peut invoquer que deux excuses ; elle excite les conjoints à dresser un contrat ; elle les invite à ne pas tomber dans le piège de la communauté mobilière. Cela ne peut suffire, en vérité, pour plaider en faveur de son maintien.

On peut dès lors se demander comment il se fait qu'au lieu de la communauté d'acquêts, qui paraissait appelée à remplacer l'ancien droit de survie, qu'on reconnaissait primitivement à la femme sur les seuls biens acquis pendant le mariage, ce soit la communauté mobilière qui ait été adoptée comme régime légal par presque toutes les coutumes du Nord.

On aura vite l'explication du problème si l'on songe au milieu social dans lequel a germé et s'est développée la communauté. Ce fut au sein des classes laborieuses que naquit ce régime ; plus tard seulement il fut étendu aux classes riches, aux nobles. Lorsqu'il s'appliquait aux classes laborieuses, il était inutile qu'on réduisit strictement l'association conjugale aux biens dont l'acquisition serait le résultat de la collaboration commune. Et, en effet, au moment du mariage, les époux n'avaient le plus souvent que des biens insignifiants ; tout l'espoir du ménage était dans les produits de leur travail commun. Et si ceux-ci doivent être communs, faut-il s'étonner qu'on ait

compris dans cette association les meubles possédés par les époux au jour du mariage, biens presque toujours sans importance, et que, du reste, il eût été souvent difficile, sinon impossible, de distinguer des biens acquis pendant le mariage. Plus tard, lorsque la communauté fut étendue aux classes riches, on ne songea point à en modifier les règles. Celles-ci, du reste, ne pouvaient avoir de grands inconvénients dans un état social, où il était vrai de dire *Vilis mobilium possessio*, où les biens de quelque importance étaient rangés dans la catégorie des immeubles, et comme tels ne tombaient en communauté qu'autant qu'ils étaient acquis pendant le mariage.

Aussi ne doit-on pas s'étonner que, dès le quinzième siècle, la communauté légale soit devenue le régime de droit commun de tous les pays coutumiers. Les meubles ne figuraient jamais comme élément notable, au moins dans la fortune des époux. Dès lors, il importait peu à ceux-ci de comprendre dans leur association conjugale les meubles qu'ils possédaient au jour du mariage. Si les époux avaient à ce moment des objets précieux qu'ils désiraient exclure de la communauté, ils faisaient des clauses de réalisation. En pratique, la communauté d'acquêts ne se rencontrait point.

L'institution s'est trouvée modifiée dans sa portée et dans ses conséquences par suite de la classification nouvelle des biens dans le Code civil. Aussi a-t-on pu dire avec juste raison que noire communauté

de meubles et d'acquêts n'est point absolument conforme à nos traditions nationales et à notre ancienne communauté coutumière. Celle-ci, nous l'avons vu ci-dessus, ne comprenait pas toutes les valeurs que nous considérons aujourd'hui comme devant y rentrer à cause de leur caractère mobilier. Les rentes, dans notre ancien droit, étaient universellement considérées comme immobilières, et, par suite, restaient propres à l'époux qui en était propriétaire. Les rentes, constituées elles-mêmes dans la plupart des coutumes, avaient été immobilisées, bien qu'elles n'aient pour objet que de l'argent. Cela permettait à l'époux possesseur de se les réserver en propre.

Même solution pour les offices. Aujourd'hui la communauté profite non seulement des produits de la charge, mais encore de la valeur vénale de l'office, c'est-à-dire du bénéfice du droit de présentation. C'est un point constant en jurisprudence et admis par tous les auteurs, et il en est ainsi, soit que l'office appartint au mari avant le mariage, soit qu'il ait été acquis depuis (1). Il en était autrement avant le Code. Les coutumes de Paris (2) et d'Orléans (3), exprimant en ce point le droit commun, portaient : *office vénal est réputé immeuble*. On le réputait immeuble à raison

(1) Loi du 28 avril 1616, art. 91.

(2) Art. 25.

(3) Art. 485.

de l'importance de cette nature de biens, et comme chose produisant des fruits sans que le fonds diminue.

Et depuis le Code civil comme la situation a changé. On dédaignait les meubles il y a cent ans. La vraie fortune de rapport était dans les immeubles. Aujourd'hui c'est la fortune mobilière qui a pris le dessus. Les statisticiens nous disent que le contingent de la richesse se chiffre en France par 120 milliards de meubles contre 100 milliards d'immeubles.

Les apports des époux, leurs espérances, portent sur des rentes, sur des actions, sur un fonds de commerce bien plus souvent que sur des immeubles ou des propriétés.

« Alors quoi ! dit M. Thaller (1), parce que je recueille dans l'héritage de mon père des obligations du Crédit Foncier, je fais entrer cette valeur dans ma communauté conjugale, et si j'y trouve des terrains de banlieue ces terrains me resteront propres... Tout cela n'est-il pas arbitraire ? Et où va-t-on prendre la volonté de doter la communauté d'une de ces classes de biens et non de l'autre ? N'est-il pas à présumer qu'on les aurait exclues toutes deux ? »

Sans doute cette dévolution des meubles à la com-

(1) *Réforme sociale*, année 1901, t. II. Du contrat de mariage et du régime normal des biens à établir entre époux.

munauté faute de contrat a été, chez les rédacteurs du Code, le résultat d'un scrupule se rapportant au système de preuves.

Nous verrons plus tard la valeur de l'objection et si elle mérite vraiment de fixer notre attention et légitime de façon suffisante chez nous le maintien de cette communauté mobilière, que condamnent à la fois la science des juristes et l'intérêt bien entendu de nos populations.

CHAPITRE II

POUVOIRS EXCESSIFS DU MARI SUR LES BIENS COMMUNS

Nous étudierons les pouvoirs du mari uniquement sur les biens communs, car c'est sur ces biens principalement que se sont manifestés ses abus d'autorité.

Dans notre ancien droit, cette prépondérance maritale de l'époux sur la personne et les biens de la femme, était très caractérisée. La femme était sous la tutelle ou mainbournie du mari, institution analogue au *mundium* germanique. Le mari administre les biens immeubles de la femme, et il dispose librement des meubles. La femme ne peut ester en justice, contracter ni tester. Des propres de la femme le mari avait donc seulement, ainsi que dans notre droit actuel, la jouissance et l'administration comme chef de la communauté.

Et sur les biens communs, quels étaient ces pouvoirs ? Le mari vivait *tanquam dominus* et avait tous les droits d'un propriétaire souverain. Il pouvait

vendre, donner les biens de communauté à qui lui plaisait ; il pouvait même « les boire et les manger ». *Potest dissipare, perdere, abuti*. C'est ce qu'exprime la coutume de Paris (1). « Le mari est seigneur et maître des meubles et conquêts immeubles par lui faits durant et constant le mariage de lui et de sa femme, en telle manière qu'il lui plaît de les vendre, aliéner ou hypothéquer et en faire et disposer par donation ou autres dispositions faites entre vifs à son plaisir et volonté sans le consentement de sadite femme, à personne capable et sans fraude. »

Tels furent également les principes consacrés plus tard par Pothier :

« 1° Le mari, comme chef de la communauté, est réputé le seigneur des biens de la communauté tant qu'elle dure, et il en peut disposer à son gré sans le consentement de sa femme ;

» 2° Ces dispositions, néanmoins, ne sont valables qu'autant qu'elles ne paraissent pas faites en fraude de la part que la femme et ses héritiers ont droit d'y avoir lors de la dissolution de la communauté, et ne peut surtout tirer avantage ou ses héritiers au préjudice de cette part. »

Cette puissance si considérable du mari, qui le rendait *seigneur et maître* de la communauté, anéantissait presque les droits de la femme sur les biens com-

(1) Coutume de Paris, art. 295.

muns et faisait dire à Dumoulin, que du vivant de son mari la femme n'en était pas co-propriétaire et qu'elle avait seulement l'espérance de le devenir : « *Proprie non est socia sed speratur fore ; maritus vivit tanquam dominus, moritur tanquam socius* ». C'était un souvenir du droit primitif alors que les droits de co-propriété de la femme sur les biens de la communauté n'étaient pas bien affermis et qu'on lui reconnaissait seulement le droit de prendre sur les conquêts une part à titre de gain de survie.

Le Code civil a en apparence restreint considérablement les droits que le mari pouvait exercer d'après nos anciennes coutumes comme chef de la communauté. Il ne le qualifie plus de « seigneur et maître » de la communauté ; il lui donne seulement la qualité d'administrateur (art. 1421). On conçoit le mariage comme une société, mais où la prééminence appartient au mari. Ses pouvoirs sur les biens communs demeurent toujours frès étendus. D'une part, en rangeant parmi les meubles qui tombent en communauté de nombreuses catégories de biens qui étaient autrefois classées comme immeubles, tels que les offices, les rentes, et en englobant par avance dans la formule si large de l'article 1401 : 1° toutes les autres valeurs mobilières qui devaient de nos jours prendre une si grande extension, comme les titres de bourse, la propriété littéraire, artistique, industrielle, le Code a livré aux mains du mari une portion infiniment plus considérable de la fortune personnelle

de la femme. Et M. Boistel (1) a pu dire avec juste raison : « Le pouvoir du mari comme chef a gagné ainsi en extension beaucoup plus qu'il ne perdait en intensité ; de sorte que l'on a pu dire très exactement que le régime de communauté d'acquêts répondrait beaucoup mieux de nos jours à ce qu'était autrefois la communauté coutumière ».

D'autre part les indications très formelles que la loi nous donne relativement à l'étendue des pouvoirs du mari sur les biens communs, nous font apparaître ces pouvoirs comme excédant de beaucoup ceux d'un administrateur ordinaire, ceux d'un directeur de société, qui rationnellement devraient être le type applicable au chef de l'association conjugale. L'article 1421 du Code civil commence à nous présenter le mari comme simple administrateur de la communauté en disant : « Le mari administre seul les biens de la communauté » ; puis il ajoute immédiatement après : « Il peut les vendre, aliéner, hypothéquer sans le concours de sa femme ». Combien sont graves et exorbitants ces pouvoirs reconnus au mari ! Il peut aliéner sans contrôle non seulement les meubles de la communauté, mais encore les immeubles acquis des deniers communs. Les meubles d'ailleurs

(1) Boistel. Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté. *Réforme Sociale*, année 1902, t. I.

peuvent, notamment sous la forme de titres de bourse, constituer des valeurs énormes, et ils tombent aveuglément dans la communauté si l'on n'a pas pris soin de les réserver par contrat de mariage. « Tout cela, dit M. Boistel (1), est à la merci du mari qui, non seulement ne peut être arrêté par sa femme sur la pente fatale de la dissipation, si ce n'est au moyen de la mesure si grave d'une demande en séparation de biens, mais qui, de plus, n'a aucun compte à rendre des motifs qui l'ont fait agir, de la destination qu'il entendait donner aux fonds provenant des aliénations ou des emprunts hypothécaires, des spéculations financières qu'il avait eu l'intention de réaliser au moyen de ces capitaux. Sans doute, dans la pensée du législateur, ces pouvoirs exorbitants ne lui étaient donnés que pour en user dans l'intérêt commun du ménage et des enfants. Mais aucune précaution effective n'a été prise pour garantir cet emploi utile de la fortune commune. Le texte de l'article 1421 avec ses formules absolues, dont le sens est éclairé par une tradition constante, n'admet aucun contrôle sur ces opérations. » Le mari peut employer le prix de ces aliénations en objets de luxe, avoir des réceptions brillantes, des chevaux, des voitures, une installation opulente bien au-dessus de la position que lui permettraient d'occuper les modestes ressour-

(1) Boistel, *op. cit.* p. 51.

ces du ménage. La femme, plus prévoyante, ne pourra qu'assister à ce désastre sans pouvoir l'empêcher. Il lui restera, il est vrai, comme ultime ressource, la séparation de biens qui lui permettra de sauver quelque chose dans l'avenir, mais son recours sera inefficace pour le passé. Et nous supposons encore que le mari imprévoyant emploie dans le ménage commun les revenus que lui procure l'aliénation des biens.

Que dirons-nous s'il dissipe ce patrimoine en dehors du foyer domestique, s'il installe à côté du ménage légitime un ménage irrégulier. Légalement tout lui est permis, il n'a de comptes à rendre à personne. Et si, sans lui supposer une conduite aussi déplorable, il s'amuse à poursuivre des chimères, s'acharnant à des recherches scientifiques, à des entreprises dont le succès incertain lui dévorera le plus clair de ses revenus ; ou encore si, cédant à la passion des collections, il y épuise son capital sans se soucier des souffrances des siens, laissant le foyer sans feu et le garde-manger vide ; que pourront contre ces vaines fantaisies les remontrances désespérées de la femme ? Rien, absolument rien. Toutes ces autorisations sont inscrites dans les quelques lignes de l'article 1421. Et si une petite somme a pu être amassée par des économies antérieures, si une maigre succession a pu faire espérer quelque sécurité pour la vieillesse, tout risque de disparaître en quelques jours malgré les craintes prévoyantes de l'épouse.

Et sans compter les ressources acquises que le mari

peut dissiper, c'est encore la fortune à venir qu'il peut compromettre irréparablement. Toutes les dettes qu'il contracte au cours du mariage grèvent la communauté. Le passif de celle-ci se compose en effet (1) : « des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts contractés par le mari pendant la communauté, ou par la femme du consentement du mari, sauf la récompense dans les cas où elle a lieu ». Non seulement les créanciers pourront se faire payer sur le fonds commun, mais encore le mari ne devra à la dissolution de la communauté aucune récompense pour ce qui en sera sorti par cette voie. L'article 1409 2° ne réserve, en effet, la possibilité d'une dette de récompense que « s'il y a lieu », ce qui signifie, suivant l'opinion la plus autorisée et consacrée par la jurisprudence, dans les seuls cas indiqués par la loi. Or, il n'y a que l'article 1437 qui pose le principe d'une récompense, lorsque le mari a tiré un « profit personnel », c'est-à-dire un avantage pécuniaire ayant augmenté sa fortune. On n'a pas voulu qu'un époux puisse s'enrichir aux dépens de la communauté. La porte est donc largement ouverte à toutes les fantaisies du mari, à tous ses entraînements, à toutes ses dissipations. Par cette voie pourront ainsi s'écouler, à l'insu de la femme, la fortune actuelle de la femme et son bien-être à venir.

(1) Code civil, art. 1409 2°.

Ce n'est pas tout. Nous n'avons encore envisagé jusqu'à maintenant que les aliénations à titre onéreux. Mais la loi lâche encore davantage la bride au mari. Ce singulier administrateur peut faire presque sans contrôle des donations sur l'actif social. Autrefois le mari pouvait donner les biens de communauté sans aucune restriction. Le législateur n'a pas voulu paraître trop imprévoyant sur ce point, et il a restreint ses pouvoirs. La loi distingue les donations de meubles et les donations d'immeubles. Les premières sont permises en principe, sauf dans deux cas exceptionnels : 1° lorsqu'il s'agit d'une universalité ou d'une quotité de meubles ; 2° lorsque la donation est faite avec réserve d'usufruit pour le mari. Un pareil système est plein d'inconvénients. Notre Code subit encore l'influence de la vieille maxime : *Vilis mobilium possessio* ; il est défendu au mari de donner un bout de champ de minime valeur, et il pourra donner une inscription de rente de 100.000 francs ou une liasse d'obligations de chemins de fer. Le Code interdit les donations d'une universalité de meubles. Défense peu pratique. Aucun mari ne sera jamais assez insensé pour se mettre instantanément et d'un seul trait de plume, sur la paille, lui, sa femme et ses enfants. Quant à la défense de donner une « quotité du mobilier », comme les donations entre vifs sont des transmissions à titre particulier et qu'il n'y a de transmissions universelles que celles qui se font par décès, les jurisconsultes, interprétant la pen-

sée du législateur pour lui donner un sens, ont cru qu'il avait voulu interdire par là les donations qui, en fait, porteraient sur l'ensemble ou sur une portion considérable du mobilier commun.

La défense d'aliéner les immeubles est plus sérieuse, mais il faut cependant remarquer que, normalement, il n'y a guère d'immeubles dans la communauté.

Une interdiction qui se comprend mieux est celle qui refuse au mari la donation d'un meuble avec réserve d'usufruit. S'il pouvait faire des donations en conservant la jouissance de ce qu'il donne, il serait plus enclin à faire de ces sortes de libéralités, dont le contre-coup retomberait plutôt sur ses héritiers ou sur sa femme survivante. Une interdiction de cette nature le rend plus réservé.

Même avec ces restrictions, ses pouvoirs sont encore trop étendus, puisqu'il pourra encore puiser à larges mains dans la caisse commune pour satisfaire ses générosités les plus fantaisistes ou les moins morales.

Mais il manque encore un trait au tableau. Si le mari commet des délits ou des crimes, s'il est condamné de ce chef à de grosses indemnités, ce ne sera point sa fortune à lui qui paiera. Ce sera la communauté. Et non seulement la communauté paiera, mais elle supportera définitivement cette lourde charge. La femme ne pourra plus tard se faire rembourser ces sommes par le mari, seul coupable. Le Code ci-

vil, article 1424, ne lui donne, en effet, droit à récompense que pour les amendes encourues par le mari et non pour les réparations civiles. Si l'on s'en tenait à des considérations d'équité, on serait tenté de compléter la disposition de la loi, car il semble dur que la femme soit responsable pour moitié des délits de son mari. Mais la jurisprudence et la très grande majorité des auteurs s'inclinent devant cette solution très précise malgré sa souveraine iniquité.

Il semble donc désirable qu'un peu d'ordre soit mis dans cette gestion par le mari des intérêts communs ; qu'un peu de poids soit placé dans la balance où s'équilibrent les droits des deux époux ; on reproche depuis longtemps au mari les pouvoirs trop considérables qu'il a sur les biens communs. Cette situation nous paraîtra encore plus intolérable si nous examinons en face du mari l'influence plus que restreinte de la femme pour la gestion des biens communs ou des produits de son travail et de son industrie.

CHAPITRE III

INSUFFISANCE DE PROTECTION POUR LA FEMME

En face du mari, dont les pouvoirs sont sans limites, ainsi que nous venons de l'expliquer dans le chapitre précédent, se dresse la femme, qui ne joue dans la communauté qu'un rôle très effacé. A peu près nuls dans la gestion des biens communs, ses droits ne commencent à s'affirmer que dans l'administration de ses biens personnels, sur lesquels elle a plutôt un droit de surveillance et de contrôle.

Le Code civil, en édictant ces règles, n'a pas voulu modifier l'ancienne conception du rôle de la femme dans la famille. Il a accepté la famille telle que la lui léguait l'ancien régime. La femme au XVIII^e siècle en était encore réduite à manifester son activité dans les limites des soins à donner au ménage. « Femme si doit garder l'hostel, le feu et les enfants », disait la coutume de Bretagne, et cette pensée reflétait le sentiment commun de cette société, qui restreignait le

rôle de la femme mariée à exercer ses devoirs de mère et d'épouse. La femme doit rester au foyer, s'occupant aux soins domestiques. En dehors de la dot qu'elle apportait au mari pour l'aider à subvenir aux dépenses du ménage, elle ne contribuait à la prospérité de la famille que par son ordre et son goût de l'épargne. Le mari seul est à cette époque l'agent d'acquisition pour le ménage, lui seul travaille et fait vivre la famille grâce au produit de son labeur. Cette conception cadrait d'ailleurs à merveille avec les conditions économiques de la société sous l'ancien régime. La classe la plus importante de la société était la classe agricole. Or, à la campagne, la femme mariée doit s'astreindre à la surveillance intérieure, à l'administration domestique, sans être un agent de production distinct du mari. D'autre part, dans la classe ouvrière des villes, la femme était aussi destinée à rester à la maison, car, le plus souvent, l'entrée des ateliers lui était refusée par la réglementation sévère des corporations ; de sorte que, hormis le commerce, le travail paraissait uniquement réservé aux hommes.

Cette division des rôles, cette différence des missions à remplir, semblait tenir si profondément à la réalité des choses, qu'elles paraissaient devoir être éternelles. « L'homme et la femme, disait Portalis, ne peuvent partager les mêmes travaux, supporter les mêmes fatigues, ni se livrer aux mêmes occupations.

Ce ne sont pas les lois, c'est la nature même qui a fait le lot de chacun des deux sexes » (1).

Aujourd'hui la famille s'est transformée. La femme n'y est plus uniquement un élément conservateur, elle est devenue agent de production. La grande industrie, presque totalement inconnue lors de la confection du Code civil, a pris une extension considérable. Elle a fait naître le machinisme, qui a remplacé le travail musculaire, rendant ainsi accessible à l'activité féminine un grand nombre des multiples travaux que nécessitent la transformation de la matière et la fabrication des produits manufacturés. Elle a été à la fois l'agent utile et funeste qui arrache tant de femmes au foyer pour la transplanter dans ces ateliers, où s'étiole son corps et où se pervertit son cœur. Autrefois c'était l'homme, dont le bras solide et vigoureux courbait l'acier, modelait la pierre et les métaux, tournait les roues géantes. Aujourd'hui c'est la machine qui livre la force, et à côté d'elle, pour préparer et achever son ouvrage, il n'est besoin que de mains adroites et menues, que des mains de la femme. Elle a pris place dans l'usine et la fabrique, laissant le foyer désert et le berceau sans gardienne. Et non seulement à l'usine ou la fabrique, mais dans toutes les branches de l'activité humaine on trouve la femme à côté de l'homme.

(1) Portals. Exposé des motifs. Locré, t. IV.

Les grandes administrations publiques leur font une large part. Dans les chemins de fer, dans les téléphones, dans les postes, où, en 1891, elles étaient au nombre de 7.723, dans les magasins de tout genre, à titre de vendeuses, de caissières, de buralistes, les femmes sont très souvent employées.

Beaucoup de femmes enfin trouvent dans les opérations commerciales d'importantes sources de bénéfices qui viennent grossir les revenus du ménage.

Et une statistique citée par M. Louis Franck (1) établit que le nombre des femmes ouvrières, domestiques ou employées en France est de 3.840.067, à côté de 4.773.415 hommes, soit une différence de moins d'un quart.

Rapprochée de ces chiffres éloquentes, l'affirmation de Portalis, qui était l'expression de la réalité des faits lors de la confection du Code, semble être aujourd'hui la plus téméraire et la plus inexacte assertion.

En outre, la laïcisation des écoles primaires, des hôpitaux et de l'Assistance publique, le développement de l'enregistrement secondaire des filles, ont ouvert aux femmes des emplois nouveaux. En n'oubliant pas non plus les femmes médecins, avocats, écrivains, artistes, journalistes, on pourra apprécier

(1) Louis Franck. Des salaires de la famille ouvrière (Bruxelles, 1896), p. 49.

la véritable révolution qui s'est produite dans la famille. A l'heure actuelle, dans les classes laborieuses, la femme contribue souvent plus que le mari à la prospérité du ménage ; elle gagne son salaire tout comme lui et plus que lui elle est sobre et économe.

Le législateur se trouve donc bien aujourd'hui en présence d'un fait nouveau, d'une situation nouvelle. Epouse et mère de famille, la femme est devenue un facteur considérable de la constitution du pécule domestique. Et cependant les pouvoirs du mari sont restés les mêmes. Ce n'est pas que le Code, prévoyant la négligence, la maladresse, l'arbitraire égoïste ou la mauvaise foi de l'administrateur légal commun, n'ait laissé la femme désarmée. Le législateur, au contraire, a mis à sa disposition bon nombre de moyens de protection destinés à faire contre-poids aux abus de l'omnipotence maritale : Théorie des récompenses, prélèvements, hypothèque légale, renonciation à la communauté, bénéfice d'émolument. Mais toutes ces garanties sont faussées dans leur application aux classes populaires. Celles-ci sont passées inaperçues aux yeux du législateur du Code. La théorie des prélèvements, des récompenses, l'hypothèque légale, garantissent à l'épouse le recouvrement de ses propres. La renonciation, le bénéfice d'émolument préservent sa fortune de toute responsabilité à l'égard des créanciers du mari. Malgré la ruine de la communauté, la femme peut conserver intact son patrimoine particulier. Mais, dans la population laborieuse, la femme

n'a pas de biens propres. Les protections de la loi demeurent sans effet. Puisque toutes ses ressources sont entrées en communauté, la femme n'a pas de créances à faire valoir contre son mari, pas d'actions en reprise à exercer ; les récompenses, les prélèvements, l'hypothèque légale lui sont inutiles. Celle-ci d'ailleurs devient illusoire contre un mari qui n'est en quelque sorte jamais propriétaire d'immeubles.

La femme pourra sans doute renoncer à la communauté ou se prévaloir du bénéfice d'émolument. Elle se soustraira ainsi au paiement des dettes contractées par le mari. Mais toute sa fortune consiste dans sa part de communauté. Que lui servira-t-il même d'opposer le bénéfice d'émolument ? Les créanciers seront bien obligés de restreindre leurs poursuites aux biens communs, puisque ce sont là ses seuls biens propres. Son seul intérêt à la renonciation est la sauvegarde des ressources qu'elle pourra acquérir par la suite. Au moment de la dissolution de la communauté, son droit de renoncer ne lui est d'aucun secours.

Le régime de la communauté laisse donc l'épouse pauvre sans défense contre la toute puissance du mari. Et si celui-ci mésuse de ses droits, une seule ressource reste à la femme : échapper à ce régime et se réfugier dans la séparation de biens judiciaire. C'est la seule disposition de la loi en faveur de l'épouse pauvre. Les autres garanties de la femme sont illusoires. Elle sauvegardera ainsi contre les actes

futurs du mari ses acquisitions ultérieures. Elle aura l'administration des biens, qui pourront plus tard lui échoir, des salaires, appointements qu'elle recevra, des petites successions qu'elle recueillera. Et encore faut-il faire des restrictions nécessaires. Souvent les frais considérables, les lenteurs inévitables, les difficultés de toutes sortes la rendront impraticable. L'assistance judiciaire y remédie insuffisamment. « Il suffit de connaître cette procédure avec ministère d'avocat, d'avoué, d'huissier, écrit M. Glasson (1) pour se convaincre qu'elle ne saurait profiter à la femme de l'ouvrier. »

Ainsi donc, voilà un régime de droit commun auquel se trouvent soumis 200.000 ménages par an, sur 290.000 qui se forment bon an mal an en France, par l'impossibilité où ils sont de faire les frais d'un contrat et où la femme est à l'entière discrétion du mari, si bien que dans les milieux ouvriers elle est souvent réduite à demander à l'union libre la sécurité que pour son avenir et celui de ses enfants le mariage ne lui donne pas (2).

Aussi un mouvement d'opinion considérable se produit-il en faveur du relèvement de la condition légale de la femme mariée dans le mariage. Ecrivains, journalistes, penseurs, jurisconsultes, tous sont d'avis

(1) Glasson. Le Code civil et la question ouvrière, p. 60

(2) Jacques Flak, cité par Provansal.

qu'il y a lieu de réformer nos lois sur ce point. Des auteurs éminents, les frères Margueritte, ont entrepris en ce sens une véritable croisade et par le journal et par le livre, réclamant pour la femme comme pour l'homme l'égalité de droits et de devoirs qui seule peut faire du mariage ce qu'il doit être : « la mise en commun de deux bonnes volontés et de deux responsabilités libres ». Ils sonnent la cloche d'alarme pour dénoncer le péril que peuvent faire courir à la femme, l'oisiveté, la prodigalité du mari, faisant ressortir les inconvénients du droit qu'a le mari de disposer des gains professionnels de la femme : « La femme, constatent-ils (1), n'a pas le droit de percevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement ; ce droit légitime entre tous, ce droit sacré de recevoir dans la main le prix de son labeur, la femme mariée ne l'a pas ! Paresseux, débauché, ivrogne, le mari qui l'a ruinée, peut, s'il lui plaît, venir toucher à la caisse l'argent qu'elle a gagné. Administrateur provisoire, protecteur indigne... il peut révoquer le mandat ou la tolérance tacite, en vertu desquels l'épouse touche les bénéfices de la profession qu'elle exerce. Il peut exiger que ces gains ne soient versés qu'à lui-même. Il en peut disposer à son gré, si bien

(1) Paul et Victor Margueritte. *Femmes Nouvelles*, passim.

que ses propres créanciers auront le droit de saisir-arrêter la malheureuse ; pis encore, il peut transporter à son profit les créances résultant de travaux non encore payés qu'elle aura exécutés. » Et les frères Margueritte concluent à la nécessité d'accorder à la femme mariée la libre disposition de ses gains personnels.

En présence de ces graves questions, les juristes, eux aussi, ne sont pas restés indifférents. Sous l'influence du mouvement en faveur des réformes législatives, il s'est constitué à Paris, en 1901, une société d'études législatives « en vue surtout de faciliter la réforme des codes et des lois ». Les personnalités les plus marquantes du monde universitaire, du barreau et du parti politique sont venues apporter leur collaboration à l'étude de la réforme de notre Code civil, « loi fondamentale de la bourgeoisie et de la propriété individuelle, mais restant à peu près étrangère à la législation du travail ». Le premier problème mis à l'ordre du jour de la première séance de cette société, le 20 février 1902, fut celui-ci : « Des modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie » (1).

Le distingué rapporteur, M. Tissier, distingue, à

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1901-1902, t. I, p. 25.

ce sujet, très nettement deux questions : l'une, très ample et très complexe, a pour objet l'ensemble des réformes qu'on doit apporter aux droits et pouvoirs actuels de la femme mariée ; l'autre, précise et bien circonscrite, a trait aux droits et pouvoirs de la femme mariée sur les produits de son travail » (1).

Plusieurs projets sur ce point ont été proposés par les divers membres de la société, et tour à tour discutés ; les uns, plus timides, demandent seulement qu'une loi vienne consacrer pour la femme le droit de toucher son salaire et de l'administrer dans la sphère de son pouvoir domestique ; d'autres, plus hardis, réclament pour la femme une sorte de séparation de biens pour les produits de son travail et de son industrie, avec faculté d'en disposer librement.

Enfin, la société s'est arrêtée à un projet qui est comme le trait d'union entre ces deux systèmes extrêmes et qu'elle a développé en cinq articles.

Nous consacrerons plus loin un chapitre à son étude.

(1) Bulletin cité, 1901-1902, t. I, p. 28.

DEUXIÈME PARTIE

AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ PAR LA JURIS- PRUDENCE OU LES LOIS DEPUIS 1804.

CHAPITRE PREMIER

CRÉATION PAR LA JURISPRUDENCE DE LA THÉORIE DU MANDAT TACITE

Nous n'avons jusqu'ici dépeint la situation de la femme mariée que d'après le Code civil. Fort heureusement, dans la réalité des choses, sa situation actuelle est loin d'être en tous points conforme à celle que nous venons de résumer.

Depuis longtemps déjà un important mouvement d'opinion s'est dessiné à l'encontre du Code civil.

Se précisant chaque jour davantage et gagnant sans cesse du terrain, ce courant d'idées a bientôt pénétré partout. La nécessité d'étendre les droits et prérogatives de la femme mariée est apparue comme une vérité sociale s'imposant à tous.

Peu à peu la rigueur des textes a fléchi devant les habiles stratagèmes des praticiens et l'interprétation libérale de la jurisprudence. Le législateur lui-même a fait un premier pas dans la voie des réformes à accomplir et, les mœurs aidant, la situation de la femme laborieuse s'est trouvée dans une certaine mesure modifiée et améliorée.

Ce sont ces diverses modifications que nous nous proposons d'examiner dans cette seconde partie. Nous étudierons tour à tour les progrès réalisés grâce à la jurisprudence et à la pratique, et les réformes obtenues par l'intervention du législateur. Une double tendance s'est manifestée ; un double but a été poursuivi : restreindre les pouvoirs du mari et donner à la femme un rôle dans la gestion des biens communs.

Nous avons vu dans un chapitre précédent que l'une des prérogatives les plus injustifiables et les plus exorbitantes était le pouvoir accordé par l'article 1422 du Code civil, au mari chef de l'association conjugale, de faire des donations sur l'actif social. Ces dangers, les Tribunaux ont cherché à les restreindre en usant largement de leur pouvoir d'interprétation. L'article 1422 défendait au mari de donner entre vifs l'universalité ou une quotité du mobilier.

Passant à côté de la signification naturelle des mots, donnant le pas à l'équité, les Tribunaux ont déclaré que le législateur avait voulu interdire au mari les donations qui, en fait, porteraient sur l'ensemble ou

sur une portion considérable du patrimoine commun. Par une très heureuse évolution qui a reçu l'approbation de la majorité des auteurs, la jurisprudence est donc arrivée à limiter aux seules libéralités modiques le droit accordé au mari de disposer, à titre gratuit et par acte entre vifs, des biens de la communauté.

En même temps une évolution coutumière, en quelque sorte symétrique, tendait à donner à la femme un rôle et une part dans l'administration des biens communs.

Tout d'abord l'hypothèque légale, qui semblait avoir pour unique but la protection de la femme mariée et la sauvegarde de ses intérêts pécuniaires, devenait, entre les mains de l'épouse commune en biens, une source d'importants pouvoirs de collaboration. Les maris se trouvaient, en fait, dans l'impossibilité d'aliéner les immeubles de la communauté ou de les grever d'hypothèques sans le concours de la femme, qui devenait nécessaire aux créanciers pour affermir leur gage, et aux acquéreurs pour consolider leur droit de propriété.

Cependant cet instrument de collaboration n'a qu'une portée bien restreinte entre les mains de la femme laborieuse. L'hypothèque légale suppose, en effet, que le mari ou la communauté possèdent des immeubles, ce qui est rare dans les ménages où la femme est obligée de recourir à son travail personnel pour grossir le pécule familial.

La femme laborieuse ne va pas cependant être dénuée de toute espèce de pouvoir d'administration et de collaboration. Grâce aux efforts de la jurisprudence, un rôle va lui être également attribué. Ce rôle, elle le puisera dans cette construction jurisprudentielle et doctrinale que l'on appelle « la théorie du mandat domestique ».

Les règles impérieuses écrites dans les articles 1421 et suivants du Code civil, cadraient mal avec les nécessités de la vie. Le législateur de 1804 ne s'était pas préoccupé d'assurer l'organisation du rôle domestique de la femme mariée. Il avait manifesté, au contraire, à son endroit, une hostilité très apparente. En confiant au mari la direction économique du ménage, il semblait avoir voulu s'opposer à ce que l'épouse passe librement, et aux dépens des ressources conjugales, les contrats relatifs à la subsistance journalière. Or, comment admettre que les tiers avec lesquels la femme traite chaque jour pour l'achat des objets nécessaires à l'entretien du ménage, ne puissent avoir d'action contre la communauté qu'à condition de démontrer que leur débitrice était dûment habilitée pour chacune des obligations contractées par elle ?

Un tel résultat de fait suffisait à condamner le système tout entier. Les interprètes du droit ont donc dû, en présence de la nécessité naturelle et sociale qui, de l'aveu unanime, impose à la femme la mission ménagère dans l'union conjugale, pourvoir à com-

blir cette lacune, en même temps qu'essayer de surmonter ces obstacles.

La théorie du mandat tacite est née sous l'influence des nécessités de la vie quotidienne, des besoins perpétuels de la famille et du ménage.

En fait, les achats et les dépenses de la subsistance courante sont réalisés par la femme, véritable économiste et intendant du foyer domestique. Le mari peut-il, dans l'application, intervenir à chaque instant pour habiliter sa femme, dans les rapports de celle-ci avec les fournisseurs ? Evidemment non. Il eût été d'autre part souverainement injuste de frapper d'annulabilité de pareils actes, consentis sous toutes les apparences de la bonne foi, et ce, non seulement dans l'intérêt des fournisseurs, mais dans l'intérêt même du ménage, de sa prospérité et de son crédit. Il était donc nécessaire de trouver une base juridique à cet engagement consenti par la femme pour tous les détails qui rentrent naturellement dans son département, dans sa sphère d'activité propre, où elle peut être considérée comme la déléguée du mari, tels qu'achats de provisions de bouche, de linge, d'étoffes pour les vêtements. Aussi, pour toutes ces conventions d'une nature particulière, dont le mari n'a pas le loisir de s'occuper, a-t-on admis l'existence d'un mandat tacite. La jurisprudence et les auteurs sont absolument d'accord sur le principe, bien que le Code ne l'ait pas explicitement consacré. Ce principe était d'ailleurs admis par une longue tradition dans notre ancien droit.

C'est généralement à Dumoulin qu'on attribue cette ingénieuse théorie, qui devait faire fortune dans notre droit français. Et l'on s'appuie, pour le soutenir, sur l'expression de *procuratrix mariti*, qui se rencontre sous la plume de ce jurisconsulte (1). Cependant il semblerait plutôt résulter de la suite du contexte que l'action du tiers fournisseur contre le mari proviendrait plutôt, non point du fait que celui-ci a été représenté par sa femme, mais plutôt de ce qu'il a profité de l'acquisition, et ce serait en somme l'action de *in rem verso* que Dumoulin donnerait au tiers contre le mari.

Quoi qu'il en soit des idées de Dumoulin, ce sont dans les œuvres de ses successeurs qu'apparaît nettement ce système du mandat tacite. D'Argentré y fait allusion. Lebrun parle de la femme, réputée procuratrice pour les choses nécessaires à la subsistance et à l'entretien du ménage (2). Enfin, Pothier explique que la femme ne doit pas répondre personnellement des dépenses engagées par le ménage, car, dit-il, « elle n'est censée faire cela *que pour et au nom de son mari*, elle n'est pas censée vouloir par là s'obliger en son nom ».

(1) Dumoulin. Commentaire sur la coutume de Paris, § 114, n° 3.

(2) Traité de la communauté, liv. II, chap. II, section II, cité par Binet dans son ouvrage : La Femme dans le ménage.

La jurisprudence des Parlements avait aussi unanimement accueilli cette thèse du mandat tacite, et de nombreux arrêts jugeaient que, pour les contrats de fournitures pour le ménage, c'était le mari qui devait être poursuivi et la femme demeurer indemne.

C'est donc avec l'autorité de la tradition que la doctrine et la jurisprudence ont adopté cette thèse du mandat domestique. Elle répondait, d'ailleurs, de façon très adéquate, aux besoins visés. Le système de l'autorisation maritale ne pouvait suffire à la femme pour conclure librement les nombreux contrats qu'exige l'entretien familial et dont la fréquence rend impraticable la formalité d'une autorisation répétée. Car l'autorisation maritale doit être expresse et spéciale (art. 217 et 223 du Code civil), Elle n'aurait donc pas répondu aux besoins de la situation. C'est le mari qui est le chef de la famille, c'est lui qui doit contracter et non la femme.

La théorie du mandat apparaît, au contraire, comme tout à fait appropriée au but poursuivi : elle permet à la femme de contracter seule pour les besoins du ménage, et ce système a surtout le grand avantage d'engager le mari, et lui seul, pour les actes ménagers, alors que c'est la femme qui contracte. C'est, en effet, au mari que doit incomber le soin de subvenir aux frais de la subsistance familiale, et c'est lui qui doit supporter toutes les dépenses, la femme étant censée avoir fourni toute sa quote-part par l'apport do-

tal, et c'est le rôle de l'épouse ménagère d'orienter les dépenses dans le sens qui lui conviendra le mieux.

Mais ce n'est point assez pour justifier la théorie du mandat de montrer qu'elle répondait exactement aux besoins de la situation. Il fallait encore qu'elle fût légalement et rationnellement admissible.

Certains auteurs ont cru trouver, dans le texte de l'article 1420 du Code civil, la consécration directe de la théorie du mandat domestique : « Toute dette, dit-il, qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari, est à la charge de la communauté, et le créancier n'en peut poursuivre le paiement, ni contre la femme, ni sur ses biens personnels ». Certains auteurs ont soutenu cette thèse. MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville disent que « l'article 1420, dont la formule générale embrasse d'autres hypothèses que la nôtre (celle du mandat domestique), semble pourtant fait principalement pour elle » (1). La jurisprudence a parfois accueilli de son côté cette manière de voir : ainsi un jugement du Tribunal de Vouziers du 24 avril 1895, confirmé par arrêt de la Cour de Nancy du 24 avril 1895, déclare que la femme « ordonnatrice du ménage, est investie d'un mandat tacite qui lui est reconnu par l'article 1420 du Code civil pour toutes

(1) Du contrat de mariage, 2^e édition, t. I, n° 500.

les dettes contractées par elle dans l'intérêt du ménage » (1).

Ce n'est cependant pas là l'opinion dominante. La formule de cet article est très large et s'entend de toute espèce de mandat, aussi bien exprès que tacite et, de plus, il a plutôt pour but de déterminer les effets du mandat que donne le mari à la femme, que de nous exposer dans quels cas ce contrat domestique est réputé se former entre conjoints. Mieux vaut dire, si l'on veut fonder cette théorie du mandat, que le Code ne fait point opposition par ses principes généraux à l'établissement de ce système.

La question se pose maintenant de savoir dans quelles limites la femme peut exercer ces prérogatives et quelle doit être l'étendue de la faculté qui lui est conférée.

Le mandat tacite a pour objet les fournitures de détail, nécessaires aux besoins du ménage, les dépenses d'habillement pour la femme et les enfants. Il s'exerce dans la mesure prévue par l'art. 214 du Code civil, qui prescrit au mari de recevoir sa femme et de lui assurer sa subsistance au sens large du mot, selon ses facultés et son état. Tel est le champ de l'activité légitime de la femme comme mandataire de son mari, dans ses relations avec les fournisseurs. Question de fait, d'ailleurs abandonnée à la liberté d'appréciation

(1) D. 96-1-322.

des tribunaux. Si la femme dépassait les limites de son mandat, elle ne pourrait plus être considérée comme représentant le mari et ne saurait, dès lors, engager ni celui-ci, ni la communauté (Paris, 5 février 1895, D. 95-2-495).

Il faut donc tenir compte de la condition sociale et de la situation de fortune apparente des époux, et les fournisseurs n'ont de garantie que dans la mesure où le crédit qu'ils ont accordé a été raisonnable et proportionné. Mais, par suite de cette difficulté d'appréciation, il faut tenir compte aussi de la bonne foi dont ils ont fait preuve. Ils ignoraient, par exemple, que le mari avait laissé à la femme une somme suffisante pour n'acheter qu'au comptant. L'éloignement, l'absence du mari, quand l'accord conjugal n'est point rompu, ne saurait constituer une cause de révocation tacite de mandat, car loin « d'être une preuve de l'absence ou de la révocation du mandat de la femme, c'en est, au contraire, une justification. Jamais le mandat n'a été plus utile, ni mieux expliqué que dans cette hypothèse. » (1) Et c'est, d'ailleurs, ce que ratifie la jurisprudence dans un arrêt de Bordeaux du 29 mars 1838, qui déclare que « le principe de mandat tacite est d'autant plus admissible dans l'espèce que le mari était absent. » De même, voir un autre arrêt récent de la Chambre civile (2).

(1) Baudry-Lacantinerie. Du contrat de mariage, *op. cit.*

(2) D., 1903-1-153.

Mais toute opération excessive serait nulle ou réductible comme réalisée en dehors des limites judiciaires du mandat.

Dès lors, se pose une question des plus intéressantes. Quelles sont les circonstances précises qu'on pourra considérer comme constituant une révocation de la délégation maritale ? Ce qu'il y a de plus simple et de moins équivoque est incontestablement d'empêcher tout achat à crédit de la femme, et capable de grever la communauté, par un avertissement adressé aux fournisseurs. Cet avertissement doit être individuel (Cassation, 16 juillet 1889) (1). Il peut être collectif, et, dans la pratique, on procède assez volontiers par voie d'insertion dans les journaux. Dans tous les cas, c'est au mari de prouver que les destinataires ont bien eu connaissance de la notification à eux adressée, ce qui est une question de fait. Il ne suffirait pas, par exemple, de prouver qu'un négociant ou commerçant, créancier, a reçu le journal qui contenait la circulaire et l'annonce ou qu'il y est abonné, car il a pu ne pas lire le numéro du journal en question, et il peut valablement exciper de son ignorance et de sa bonne foi. Une notification par huissier ne saurait être exigée ; le plus prudent et le plus sûr, bien qu'en pareille matière il n'y ait rien de sacramentel, serait peut-être de pro-

(1) D. 91-4-158.

céder, par lettre recommandée. Ce moyen facultatif aurait l'avantage, quoique compliqué et dispendieux, de faciliter singulièrement la preuve (1).

Le mandat dont il s'agit, impliquant la vie commune, serait également révoqué, mais tacitement par la cessation même de cette situation ; pas de doute pour la séparation de corps prononcée en justice ; dans ce cas, chaque époux reprend la jouissance indépendante et l'administration distincte de ses biens. Cependant, le mari serait tenu vis-à-vis des tiers dans la mesure où il serait débiteur de sa femme d'une pension alimentaire, par application des articles 301 du Code civil. De même la réclamation des créanciers pourrait être arrêtée, si le fait de la séparation des époux était notoire (2).

Ainsi donc, de cet exposé se dégage le principe suivant : Le mandat tacite est révoqué ou d'une façon expresse, ou par la cessation de la vie commune. Et il ne reste alors plus d'autre ressource aux tiers que l'action *de in rem verso* pour recouvrer tout ce dont le mari se serait enrichi, en ne pourvoyant pas à la nourriture et à l'entretien de sa femme.

(1) Voir Guillouard, II, 867 ; Rodière et Pont, II, 796 ; Pau, 19 juillet 1823 ; sous Cassation, 14 février 1856. Req. 30 novembre 1868. S. 69-1-249 ; D. 69-1-132 ; Ch. civ. rej., 16 juillet 1889 et Aix 3 mai 1887 ; S. 90-1-115 ; D., 91-1-158.

(2) Paris, 25 mai 1898, D. 99-2-309 et la note de M. de Loynes dans D. 91-2-257.

Cette théorie du mandat, bien que n'accordant pas à la femme un pourvoi absolument personnel pour les dépenses du ménage, l'a rendue administratrice et ordonnatrice du ménage. Elle doit dès lors disposer de crédits suffisants pour subvenir aux dépenses que nécessite son rôle. Mais ces sommes qui demeurent entre ses mains, par suite de la tolérance du mari, n'arrivera-t-elle à les soustraire à l'action des pouvoirs de celui-ci, qu'en les dépensant immédiatement ? Elle peut, il est vrai, les conserver chez elle, en acquérir des titres au porteur, puisque aucune forme n'est prescrite pour la cession de ces titres. Mais, outre que, souvent, son épargne sera trop faible pour acquérir un titre au porteur dont le taux est assez considérable, le mari peut s'en emparer par le hasard ou la force et les dissiper-ensuite librement.

Il semblait donc désirable que la femme pût effectuer à son nom particulièrement des placements modestes dont le mari ne pût se saisir même par la violence. La pratique est venue en aide à l'épouse. Mais elle n'a pu suffire et la législation a dû intervenir, pour parfaire l'œuvre de la pratique. Je suis ainsi amené à étudier les dispositions légales sur l'épargne de la femme mariée.

CHAPITRE II

LOIS RELATIVES A L'ÉPARGNE DE LA FEMME MARIÉE

Le mandat tacite dont nous venons d'analyser le principe et l'application, a pour corollaire, en même temps que le droit de dépenses dans certaines limites, le devoir d'économie ; la femme est implicitement chargée de placer toutes les réserves qu'elle a pu réaliser sur les fonds que le mari avait laissés à sa disposition pour l'entretien du ménage. Certaines lois spéciales sont donc venues peu à peu tempérer la rigueur primitive des principes du Code civil qui contraignaient dans tous les cas la femme à assister en spectatrice impuissante aux folles dissipations et aux abus d'administration du mari. Nous voyons ainsi la pratique corrigeant sous l'influence de la modification progressive des mœurs. C'est à ce courant d'idées que se rattache la loi du 9 avril 1881 sur la Caisse d'épargne postale, complétée par celle du 20 juillet 1895. Cette loi a pour but de faciliter la tâche de la femme qui, dans les ménages modestes, tra-

vaille au moins autant que l'homme. Comment protéger les gains de l'épouse, dans un régime légal d'omnipotence maritale qui est évidemment celui des pauvres ? Comment empêcher le mari, par exemple, de s'emparer des ressources péniblement amassées par la mère chargée de famille et d'aller les dépenser au cabaret, au préjudice de la malheureuse et des enfants ? C'est pour mettre le petit pécule du ménage à l'abri des écarts d'un époux prodigue ou débauché, que le législateur a tenté par des réformes, d'abord prudentes et restreintes, de fortifier et de grandir le rôle de celle que l'on a appelée « le ministre de l'intérieur du foyer ».

Nous étudierons tour à tour ces diverses lois, en commençant par les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895, sur les Caisses d'épargne ; puis viendront les lois de 1850 et de 1886 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse, et enfin la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, dont nous ne dirons qu'un mot.

Section Première

LOIS DU 9 AVRIL 1881 ET DU 20 JUILLET 1895 SUR LES CAISSES D'ÉPARGNE

L'article 6 *in fine* de la loi de 1881, qui a trait aux femmes mariées, dispose dans les termes suivants :
« Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir

des livrets sans l'assistance de leurs maris ; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes ainsi inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leurs maris. »

Ce texte consacre formellement au profit des femmes mariées le droit de déposer des fonds à la Caisse d'épargne et celui d'en opérer le retrait sans l'autorisation maritale.

Ce n'est pas sans difficultés que cette extension des droits de la femme mariée s'opérât. M. Aftalion, dans son étude sur « Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée » nous montre comment le gouvernement d'alors se montrait hostile à l'extension de la capacité de l'épouse. Il demanda l'ajournement de la question : « La disposition de l'article 6, dit M. Cazot, ministre de la justice, constitue la dérogation la plus grave à notre législation ; il y a là une atteinte portée à l'autorité maritale, et ce n'est pas d'une façon incidente dans une loi particulière sur les caisses d'épargne postales qu'on peut chercher à introduire des dérogations aussi graves aux principes de notre droit civil. » (1)

Et ce n'est point seulement dans les rangs du gouvernement, mais aussi au sein de l'une et de l'autre Chambres que se rencontrèrent des adversaires

(1) Aftalion. Lois relatives à l'épargne de la femme mariée, p. 77-78.

acharnés de cette réforme, au premier rang desquels il convient de citer M. le Royer. Au nom des principes du Code civil et des règles fondamentales du régime de communauté, il réclamait le rejet pur et simple de l'article 6.

« Quant à la femme mariée, disait M. le Royer, je crois que c'est là une disposition que vous ne devez pas, que vous ne pouvez pas accueillir.

» La femme mariée sous quelque régime que ce soit, d'après cette disposition de l'article 6, pourrait placer ses économies en son nom personnel à l'insu ou avec l'autorisation de son mari, mais très certainement plus souvent à l'insu qu'avec l'autorisation du mari, car, si c'est avec l'autorisation du mari, je ne comprendrais pas que les deux volontés ne se réunissent pas pour faire l'épargne. C'est donc, dans la plupart des cas à l'insu du mari.

» Déjà, à ce premier point de vue, il y a là quelque chose qui renverse toutes les idées d'un jurisconsulte. » (1)

Au nom de la commission, M. Robert de Massy vint calmer les scrupules de M. le Royer.

« Le Sénat comprendra facilement, disait-il, que la disposition concernant la faculté pour la femme mariée de déposer à la Caisse d'épargne et de retirer les dépôts faits par elle, n'est pas une dérogation aux

(1) *J. off.*, Sénat, Déb. parl., 1881, p. 501 et 502.

principes les plus essentiels du Code civil, en matière de communauté... Quelle est donc notre théorie ? Est-ce que nous donnons à la femme un droit qu'elle n'a pas ? Non, pas plus que lorsque la femme va au marché (pardonnez-moi la trivialité de cette expression) que quand elle prend des engagements dans l'intérêt de sa famille, pour les nécessités du ménage. Est-ce qu'elle n'est pas censée, aux termes de la loi, de la jurisprudence, mandataire de son mari ? Il y a là un mandat tacite. Est-ce que ce mandat, cette confiance, vous hésitez à la lui donner, quand elle veut porter ses économies à la Caisse d'épargne ? » (1)

Ces explications démontrent jusqu'à l'évidence que la réforme de 1881 doit être circonscrite dans des limites bien précises et que ce n'est qu'une simple application du mandat tacite reconnu par la jurisprudence à l'épouse et non point une innovation dérogeant aux principes du Code civil que cette législation nouvelle a voulu sanctionner.

Au reste si le doute pouvait subsister, il disparaîtrait bien vite en présence d'un fait qui domine toute la discussion. Nous voulons parler du rejet de l'article additionnel proposé par M. Bozerian.

Un paragraphe additionnel, qui aurait heureusement complété la loi, avait été proposé par M. Boze-

(1) *J. off.*, Sénat, Déb. parl., 1881, p. 502, 503.

rian. Il devait s'ajouter à l'article 6 et était conçu dans les termes suivants : « Les maris ne pourront retirer les sommes déposées par leurs femmes qu'avec le consentement de celles-ci. » Et, en cas de désaccord entre la femme et le mari, le juge de paix était compétent pour statuer.

Et M. Bozerian de s'écrier avec raison : « Vous faites une singulière situation à la femme... Vous venez de faire en termes excellents, l'éloge de la femme, de son esprit d'économie.... et vous admettez que quand elle aura amassé un certain pécule, le mari un beau jour.... pourra, au nom de son autorité maritale, mettre la main sur cette somme, la dilapider au préjudice de sa femme et malgré elle ? C'est compromettre absolument votre œuvre... » (1)

C'est, qu'en effet, c'était une tout autre conception de la réforme ; la femme acquérait un droit propre et les sommes déposées par elle étaient distraites de l'actif commun.

M. Denormandie faisant ressortir la différence qui séparait la réforme votée par le Sénat de celle proposée par M. Bozerian, combattit cette disposition additionnelle. « Vous vous êtes décidés malgré l'opposition de plusieurs de nos honorables collègues, à voter le dernier paragraphe de l'article 6, parce qu'on vous a parfaitement fait comprendre qu'il ne s'agis-

(1) *J. off.*, Sénat, Débats parl., 1881, p. 506.

sait pas de porter atteinte au droit, qu'on voulait simplement légaliser un fait et une pratique qui étaient dans l'intérêt de la femme. » (1) A la suite de ces observations, le Sénat rejeta purement et simplement l'article additionnel proposé par M. Bozerian.

La thèse soutenue par M. Denormandie semble donc avoir été implicitement, mais très nettement, consacrée ; le législateur de 1881 a sanctionné une pratique antérieure plutôt qu'il n'a créé un état de choses nouveau.

En résumé, l'article 6 de la loi de 1881, bien loin de battre en brèche les principes du Code civil, n'a fait, semble-t-il, qu'appliquer à une hypothèse particulière la théorie générale du mandat domestique. Si la femme peut, sans aucune autorisation, se faire ouvrir un livret à la Caisse d'épargne, si elle peut en toute liberté effectuer sur ce livret le dépôt de ses économies, ce n'est pas en vertu d'un pouvoir propre et d'un droit personnel, c'est uniquement en vertu du mandat qu'elle est censée tenir de la volonté de son mari, tacitement manifestée. Aussi ce dernier peut-il toujours retirer à sa femme le pouvoir qu'il lui a donné. C'est ce qui ressort du texte de l'article 6 lui-même qui, après avoir proclamé le pouvoir

(1) *J. offic.*, Sénat, Débats parl., 1881.

de la femme, se termine par ces mots « sauf opposition de la part de leurs maris ».

La loi de 1881 n'a donc créé aucun droit nouveau au profit de la femme. Elle ne lui a donné aucun pouvoir personnel.

Aussi M. Planiol (1), exposant le sens et la portée juridique de la loi, peut-il dire avec raison : « On sait que pour tout ce qui concerne l'administration intérieure de la maison et du ménage,... pour les mille petits marchés de la consommation journalière, la femme est considérée comme investie du mandat général et tacite du mari. Ce mandat existe toujours et se présume, et quoique le Code n'en parle pas, sa nécessité est telle que personne ne l'a jamais mise en doute... Notre texte n'est autre chose qu'une application de cette idée. » Et, poursuivant son idée, M. Planiol arrive à affirmer l'inutilité de la loi, et il semble bien qu'en doctrine ce soit d'une manière générale l'interprétation admise.

Cependant, nous nous garderons d'aller jusque là, car si vraiment, dans la pensée de la loi, cette liberté pour la femme d'effectuer des dépôts dérive uniquement d'un mandat présumé, accordé par le mari, celui-ci pourrait le révoquer et s'opposer aux versements de la femme ; puisqu'on considère que

(1) Planiol. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1882, p. 42.

le mari peut par un avertissement révoquer ce mandat domestique, il devrait donc pouvoir, par une notification, faire défense à l'administration de recevoir des dépôts nouveaux. Or, il est admis, au contraire, que le mari n'aurait pas ce droit, ou plutôt que l'administration n'aurait pas à tenir compte de cette notification. On considère donc qu'en matière de dépôts les termes de l'article 6 sont impératifs et qu'ils donnent à la femme un droit propre.

L'opposition du mari n'est admise que pour le droit de retrait. On a voulu favoriser le penchant de la femme pour l'épargne, en lui permettant d'opérer des placements sûrs. Mais on a limité son pouvoir de retirer, craignant qu'elle ne se fasse remettre ses économies pour les gaspiller en dépenses inconsidérées.

Ne serait-ce qu'à ce seul point de vue, la loi de 1881 a réalisé une innovation véritable et dérogé aux principes de l'article 1421 du Code. Mais là ne s'est point borné son utilité. Elle a été le point de départ d'une véritable réforme greffée par la pratique sur ce texte que M. Planiol qualifiait de « texte inutile ». Ce que le législateur n'avait pas voulu faire, la pratique s'est chargée de l'accomplir. Elle devait dépasser la loi.

Le texte de l'article 6 de la loi de 1881 accordait au mari le droit de former opposition au retrait des fonds déposés par sa femme. La pratique a rendu complètement illusoire ce droit d'opposition.

Prenant à la lettre le mot « opposition » et dans le sens qu'il a dans le vocabulaire juridique, les Caisses exigèrent que, pour être efficace, l'opposition fût formée par acte extrajudiciaire. Le mari, chef de la communauté et véritable propriétaire des sommes déposées à la Caisse d'épargne, se voyait assimilé à un créancier et obligé d'avoir recours à un acte d'huissier pour obtenir la remise de fonds qui, en réalité, lui appartiennent. Ce n'était pas cependant vraisemblablement le vœu de la loi qui avait plutôt voulu entendre par « opposition du mari » une simple notification de celui-ci. « Mais certaines lacunes dans la loi, ou certaines paroles imprécises prononcées au Sénat, relatives à la forme ou aux effets de l'opposition, ... permirent la constitution... d'une pratique contraire à l'esprit et à la portée primitive de la loi. » (1)

Or, si l'on songe que les sommes inscrites sur les livrets des Caisses d'épargne sont, en général, de très minime importance, on comprendra sans peine combien cette pratique apportait de sérieuses entraves à l'exercice du droit d'opposition. A quoi bon exposer les frais d'un acte d'huissier pour recouvrer une cinquantaine de francs, par exemple ?

Si encore cette opposition devait, par elle seule, assurer au mari le recouvrement immédiat des som-

(1) Aftalion, *op. cit.*, p. 401.

mes déposées par sa femme, il pourrait se résoudre à l'emploi de cette formalité. Mais ce n'est pas tout. Poussant jusqu'à ses extrêmes limites l'assimilation entre l'opposition formée par le mari et celle émanant d'un créancier ordinaire, les Caisses, oubliant complètement les règles du mandat et les principes de l'autorité maritale qui semblaient avoir présidé à l'esprit de cette loi, en vinrent à exiger des maris, qui leur signifiaient leur intention de retirer eux-mêmes les fonds déposés par leurs femmes, un jugement validant leur opposition ; et ce n'est que porteurs de cette décision de justice qu'ils pouvaient se présenter aux guichets et recevoir les sommes portées au livret de leur femme.

La jurisprudence sanctionna cette extraordinaire prétention formulée par les Caisses d'épargne et de très nombreuses décisions judiciaires intervinrent pour la ratifier (1). Si l'on joint à ces entraves, apportées au droit d'opposition du mari, la difficulté qu'il a de connaître le dépôt de sa femme, puisque la Caisse est tenue au secret, aussi bien à l'égard du mari qu'à l'égard d'un tiers quelconque, nous aurons l'explication de cette rareté des oppositions maritales signifiées aux Caisses d'épargne.

« Leur nombre infime, dit M. Aftalion (2), dans

(1) *Journ. des Caisses d'épargne*, années 1891, 1893, 1894.

(2) Aftalion, *op. cit.*, p. 105.

les premières années qui ont suivi la mise en vigueur de la loi, demeure encore très faible.... Le chiffre total des comptes ouverts à des femmes mariées non autorisées de leur mari dépasse annuellement 100.000. Le chiffre des oppositions, avant la promulgation de la loi de 1895 reste inférieur à 90. De 1891 à 1894, par exemple, le nombre des oppositions à la Caisse postale a été successivement de 23, 32, 36, 47 et dans les Caisses privées de 42, 39, 44, 38 ; on arrive ainsi pour ces quatre années à des totaux de 65, 71, 80, 85.

De 1882 à 1894, dans les Caisses ordinaires, pour lesquelles les renseignements fournis par les rapports sont plus étendus, 385 oppositions ont été signifiées par des maris. La moyenne est de 30 oppositions par an, de 1 opposition par 1313 comptes ».

Le législateur essaya de lutter contre les transformations que l'on avait fait subir à son œuvre.

Le 20 juillet 1895, une loi nouvelle sur les Caisses d'épargne fut promulguée. L'article 16 de cette loi, après avoir reproduit le texte de l'alinéa final de l'article 6 de la loi de 1881, ajoutait : « Dans ce cas, c'est-à-dire en cas d'opposition, il sera sursis au retrait du dépôt et ce, pendant un mois, à partir de la dénonciation qui en sera faite à la femme par lettre recommandée à la diligence de la Caisse d'épargne.

» Passé ce délai et faute par la femme de s'être pourvue contre ladite opposition par les voies de droit, le mari pourra toucher seul le montant du

livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit. »

C'était la condamnation de la pratique antérieure, puisque c'était désormais à la femme et non au mari qu'incombait la charge d'opérer la mainlevée de l'opposition par lui formée. Cette théorie du législateur de 1895 fut impuissante à enrayer le mouvement qui depuis 1881 se développait sans cesse. La pratique, toujours ingénieuse, sut encore une fois, évitant tout retour en arrière, paralyser cette nouvelle prérogative du mari. A quels procédés eut-on recours ? C'est ce que M. Morizot-Thibault (1) a mis très nettement en lumière dans une intéressante communication qu'il a présentée à la Société d'Études législatives.

Nous lui empruntons les quelques lignes qui suivent : « Ma femme a fait des économies ; elle les a placées à la Caisse d'épargne. Je fais opposition au retrait. Ma femme est avertie, et si, dans le mois, elle ne s'est pas pourvue par la voie légale, je me présente à la Caisse d'épargne. Vous pensez qu'on va me verser les fonds. — « Pardon, me dit le proposé, il faut me prouver que vous êtes le mari ». Je lui présente alors mon acte de mariage. — « Vous êtes marié, me répond-il, j'en conviens, mais rien ne prouve que vous n'êtes pas divorcé. — Voyez, mon

(1) *Bulletin Etudes législatives*, 1902, p. 63.

extrait de mariage a été établi à la date d'hier et constatez vous-même qu'il n'a été fait en marge aucune mention d'un divorce. — C'est exact, mais vous pouvez être séparé de corps ou de biens ; établissez que vous ne l'êtes pas. » Comme la séparation de biens ou de corps ne se mentionne pas en marge de l'acte de mariage, me voilà donc chargé de faire une preuve négative. Supposez que je l'aie faite. Je reviens à la Caisse et le préposé me dit : « Vous êtes marié, vous n'êtes pas divorcé, vous n'êtes séparé ni de corps, ni de biens, je vais donc vous payer ; mais, pour cela, apportez-moi le livret de votre femme ». Mais si celle-ci a le livret en sa possession et refuse de s'en dessaisir, il me sera impossible de faire valoir mes droits de communauté. La somme restera indisponible, et le mari et la femme pourront tous les deux mourir de faim à côté des économies réalisées.

» Voilà la loi, conclut M. Morizot-Thibault, les résultats qu'elle a produits, les difficultés qu'elle a fait naître. »

Ou plutôt, voilà les déformations qu'à subies l'œuvre du législateur et les efforts tentés par la pratique pour accroître les droits de la femme mariée.

Ces efforts ont été, d'ailleurs, couronnés du plus entier succès. Les rapports des Caisses d'épargne démontrent que, après la loi de 1895, le nombre des oppositions pratiquées par les maris est restée sensiblement la même qu'auparavant.

M. César Bru (1), professeur à la Faculté d'Aix, dans une réponse à une question que lui avait posée la Société d'Études législatives sur les résultats des lois de 1881 et 1895, déclare : « Le mari fait quelquefois opposition, mais bien rarement, pour empêcher la femme de retirer de la Caisse d'épargne le dépôt qu'elle a effectué. Le rapport général sur les opérations de la Caisse d'épargne postale pour l'année 1900 signale pour toute la France 57 oppositions faites par les maris ; deux seulement ont été discutées par la femme et quatre remboursements seulement ont été effectués entre les mains du mari ; 51 oppositions sont donc restées sans suite aucune... En 1899, on atteint le chiffre de 66. En 1896, celui de 55 seulement. Les causes de ces oppositions sont aussi curieuses à consulter ; 18 sont faites sans motif, le mari n'invoquant que sa qualité de chef ; 14 sont la suite de demandes en divorce ou séparation de corps ; 8 sont la suite de l'abandon par la femme du domicile conjugal.

» Une seule fois, le mari a été payé par la Caisse ; 7 maris ont donné mainlevée pure et simple ; 5 oppositions ont abouti au paiement fait aux deux époux ensemble et 52 oppositions n'ont eu aucune suite. »

Ces chiffres sont plus éloquents que tous les rai-

(1) *Bulletin d'Études législatives*, op. cit., p. 184 et 185.

sonnements et montrent combien, après comme avant 1895, le droit d'opposition du mari est pour ainsi dire demeuré illusoire.

La loi de 1895 n'a donc pas produit les conséquences défavorables pour l'épouse que certaines parties de son texte pouvaient faire craindre. Les innovations contraires aux intérêts de la femme ont été paralysées par la pratique. Et l'on peut conclure avec M. Aftalion (1) : « Mariée d'ordinaire sous le régime de la communauté, la femme possède ainsi un droit d'administration de la communauté d'une nature particulière. Dans les limites du maximum des dépôts, elle peut gérer les deniers communs sous la forme d'un placement à la Caisse d'épargne. La loi de 1881, par sa teneur même ou par ses résultats pratiques, a mis la femme à la tête du gouvernement de la communauté, à côté du mari ».

Section II

LES LOIS DE 1850 ET DE 1886 SUR LA CAISSE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

Bien avant la loi de 1881, on s'était montré favorable à l'épouse, et on avait essayé de donner à la femme un moyen légal d'empêcher le mari de conduire le ménage à la ruine. Ce principe qui faisait de

(1) Aftalion, *op. cit.*, p. 126.

la femme l'agent de l'épargne commune et lui donnait un pouvoir propre pour les placements de cette épargne familiale, s'était fait d'abord jour dans la loi du 25 juin 1850 sur les Retraites pour la Vieillesse.

Cette loi décidait que le versement effectué par l'un des époux profiterait aux deux ; mais ce versement ne donnerait pas lieu à une rente commune aux deux conjoints, mais à deux rentes séparées, propres à chacun d'eux. L'intérêt pratique de cette décision pour la femme c'est que, même si elle renonce à la communauté, elle aura droit à cette rente. Mais cette loi ne va pas plus loin ; elle n'autorise pas la femme à faire des versements sans l'autorisation du mari. On augmente les ressources pécuniaires de l'épouse, mais on n'accroît pas ses pouvoirs actifs. On cherche seulement à assurer à la femme par un procédé indirect une pension analogue à celle des veuves de fonctionnaires.

Cependant, cette loi (1) décide : « qu'en cas d'absence ou d'éloignement, de l'un des conjoints depuis plus d'une année, le juge de paix pourra, suivant les circonstances, accorder l'autorisation de faire des versements au profit exclusif du déposant. » Ainsi donc, en certaines circonstances, le droit d'opérer des versements sans le consentement du mari et avec la

(1) Loi du 25 juin 1850, art. 4, alinéa 6.

seule autorisation du juge de paix, est concédée à l'épouse.

Dès 1854, la commission supérieure des Retraites, s'appuyant sur l'idée d'un mandat domestique, décida que la femme serait autorisée à effectuer, sans l'autorisation du mari, des versements minimes ne dépassant pas les économies journalières du ménage. Cette somme fut fixée à 150 francs.

Ce précédent d'un droit pour la femme d'effectuer des dépôts, introduit par les règlements de la Caisse des Retraites dans des limites modestes, accepté dans la loi de 1881, devait être encore généralisé par la loi de 1886 sur les Caisses Nationales de Retraites pour la Vieillesse. Cette loi consacre cette règle capitale que la femme n'a plus besoin d'être autorisée pour faire des versements : « Les femmes mariées, quel que soit leur régime, sont admises à faire des versements sans l'assistance de leur mari. » (1)

Et de plus, tout versement de l'un ou de l'autre conjoint sans exception fait naître un propre pour moitié au nom de chacun d'eux. On s'est demandé si, du moins, l'épouse ne devra pas une récompense à la communauté, pour l'enrichissement qu'elle s'est procuré à son détriment. Certains tribunaux l'ont pensé et ont décidé que la femme devait rembourser à la communauté l'intégralité des versements effectués à l'aide des deniers communs (2).

(1) Art. 13.

(2) Trib. Seine, 29 mai 1888, S. 1889-2-23.

Mais nombre d'auteurs repoussent toute idée de récompense, car ce qu'elle obtiendrait par la rente, elle devrait le restituer comme récompense, et la femme ne retirerait de la sorte aucun profit de cette loi.

Ces dérogations aux principes du Code civil que nous venons de signaler et qui permettent à la femme de se constituer un propre pendant la durée du mariage, contrairement à l'article 1401 du Code, ont une importance bien plutôt théorique que pratique. Bien rarement la femme exerce les droits que lui accordent les lois sur la Caisse des Retraites. Dans le monde ouvrier, cette loi n'a pas eu le succès que l'on espérait. Le nombre des pensionnaires de cette Caisse est peu considérable.

Section III

LOI DU 1^{er} AVRIL 1898 SUR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

On retrouve dans cette loi deux dispositions analogues à celle de la loi de 1886. La première consiste en ce que l'article 3 donne aux femmes mariées le droit de faire partie de ces sociétés et même d'en créer ou d'être membres fondatrices sans l'assistance de leurs maris. Et de plus, l'article 22 stipule que les pensions de retraites peuvent être constituées soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire. Ainsi donc, voilà deux systèmes de retraites que la

loi accepte ; elles peuvent être d'abord constituées par un fonds commun, et, dans ce cas, il y a un droit de créance appartenant à la femme contre la société ; ou bien elles peuvent être établies par le moyen de livrets individuels, les versements sont inscrits sur le livret qui constitue une propriété pour le titulaire. Il est donc certain que ces droits sont propres à la femme.

TROISIÈME PARTIE

RECHERCHE ET ESSAI D'UNE RÉFORME

CHAPITRE PREMIER

INSUFFISANCE DES RÉFORMES OPÉRÉES

Nous sommes arrivé maintenant au point culminant de notre travail. L'étude que nous venons de faire, nous a permis de reconnaître que, depuis le Code de 1804, une amélioration sensible s'est produite dans la condition juridique de la femme laborieuse.

Il ne faudrait pas toutefois exagérer l'importance de cette amélioration et grossir le mérite des réformateurs. Sans doute, la jurisprudence, par sa théorie du mandat tacite, a élargi les pouvoirs de la femme ménagère. Mais combien est encore grossier et imparfait, cet instrument qu'elle lui a mis dans les mains. Ce mandat n'assure à la femme qu'un pouvoir incertain dans son existence comme dans son étendue. Il dépend du mari de le rendre précaire, en re-

fusant à la femme le droit de le représenter dans les contrats ménagers; ou, s'il le lui reconnaît, il peut le restreindre dans telles limites qu'il juge convenable. Ainsi donc, voilà ce pouvoir de la femme subordonné à l'arbitraire et à la fantaisie du mari. La femme n'exerce son rôle que d'une façon secondaire et déléguée, sans initiative, comme aussi sans responsabilité.

Aussi les vices de ce mandat ont-ils vite apparu à l'épreuve de la pratique. C'est pourquoi la jurisprudence, tout en cherchant à conserver le principe de sa théorie, s'est ingéniée à lui trouver des remèdes ; mais ce faisant, elle l'a parfois tellement dénaturé qu'on pourrait se demander si elle ne l'a pas complètement abandonné.

Ainsi beaucoup d'arrêts, malgré la rupture manifeste de la vie commune entre les conjoints, ont cependant admis que le mari avait maintenu à sa femme la délégation ménagère. D'autres arrêts ont considérablement entravé, sinon complètement annihilé la faculté indéniable qu'a le mari de désavouer ou de restreindre par une intention contraire le mandat tacite qu'on lui prête. Ils obligent le mari qui veut rejeter ou limiter le pouvoir domestique de sa femme à des mesures de publicité, très gênantes, souvent même impraticables. Ce n'est point que nous contestions l'utilité pratique de ces restrictions à l'arbitraire du mari, et la nécessité qu'il y a de protéger les tiers de bonne foi ; mais qu'on ne nous présente

pas comme émanant d'un mandat librement consenti et délimité par le mari, quoique ne pouvant ni en fixer l'étendue, ni en refuser la concession, ce qui n'est que le résultat d'un pouvoir personnel à la femme, que lui ont attribué les mœurs et la pratique. La notion du mandat n'apparaît plus dès lors que comme une superfétation.

La femme peut encore sans autorisation maritale participer aux œuvres bienfaisantes de la mutualité, s'assurer le bénéfice d'une retraite pour la vieillesse, déposer ses économies dans les Caisses d'épargne. Ce sont évidemment des armes précieuses que le législateur a mises entre les mains des femmes laborieuses et nous applaudissons de grand cœur à toutes ces innovations.

Mais que de progrès restent encore à faire ?

Nous avons analysé longuement les inconvénients très sérieux de notre régime matrimonial de droit commun ; les injustices et les inégalités de sa composition, les pouvoirs exorbitants du mari spécialement sur les biens communs, l'omission par lui de la consécration légale du rôle naturel et traditionnel de la femme dans le mariage.

A tous ces vices essentiels de notre régime, les réformes accomplies n'apportent que de bien minces palliatifs. On accorde à la femme le droit par exemple de déposer ses économies dans les Caisses d'épargne ; c'est, avons-nous dit, une arme précieuse pour elle, mais en la lui confiant a-t-on songé à lui donner

les moyens de l'utiliser et de la mettre à profit ? Il est permis d'en douter.

C'est sur ses gains journaliers, dites-vous, que la femme prélèvera le montant de ses cotisations de mutualiste ; c'est sur ses économies qu'elle effectuera des versements à la Caisse d'épargne ou qu'elle s'assurera une retraite pour ses vieux jours.

Mais ces gains journaliers, ces salaires, à qui donc appartiennent-ils ? A la femme ? Pas le moins du monde. Ils forment le patrimoine commun dont les lois récentes n'ont pas modifié la composition. Ils appartiennent au mari seigneur et maître de la communauté. C'est lui seul qui peut les encaisser et en disposer comme il lui plaît.

C'est à cette situation qu'il faut porter remède. Quand le mari manque à ses devoirs de famille, il faut que la femme ait pour ses enfants et pour elle la misérable ressource de son salaire. « La puissance maritale, s'écrie M. Tissier (1), les pouvoirs du mari comme chef, ne sont pas des dignités intangibles pas plus que la puissance paternelle. Si le mari s'en sert pour ruiner le ménage, le laisser dans le dénuement, il y a abus, détournement de pouvoirs ; il faut que la femme soit protégée. Il ne faut pas qu'elle soit poussée vers l'idée que le divorce ou la séparation de corps lui rendraient sa capacité, ou

(1) *Bulletin de la Société d'Études législatives*, p. 35.

qu'elle en soit réduite à envier le sort de celles qui ont accepté l'union libre. »

Il est vrai que ces lignes font plus honneur à l'esprit imaginaire de celui qui les a écrites, qu'elles ne sont conformes à la réalité des choses.

Une enquête a été faite par les soins de la Société d'Etudes législatives (1). Des renseignements ont été fournis par les grands chefs d'industrie. De quelque côté qu'elles soient venues, les réponses ont été sensiblement concordantes.

Ecoutez plutôt M. Saint-Girons, ingénieur au Creusot, et dont les quatorze années d'expérience acquise dans cet établissement rendent les réponses plus intéressantes et plus précieuses.

« 1° Est-il d'usage, dans votre population ouvrière, que la femme touche le salaire du mari ?

» Non ; la paye, placée dans un sachet fermé, est remise directement à l'ouvrier, soit pendant le travail, soit à la sortie de l'atelier.

» J'ajouterai à cette réponse, que ce mode de paiement est tout récent. Antérieurement, le salaire était souvent touché par la femme, sans inconvénient d'ailleurs.

» C'était pour ne pas perdre son temps, que l'ouvrier ne quittait pas son atelier pour aller au bureau de paye ; il envoyait sa femme toucher à sa place.

(1) *Op. cit.*, p. 51.

» On a adopté le système du sachet justement pour ne pas faire perdre de temps à l'ouvrier et aussi pour éviter des erreurs de comptabilité.

» 2° Est-il d'usage que l'ouvrier laisse intégralement son salaire à sa femme pour les besoins du ménage ?

» La presque totalité des ouvriers prélèvent sur le montant de leur « quinzaine » une petite somme pour leurs menues dépenses personnelles (frais de café, tabac, etc.) et remettent le reste à leur femme.

» 3° Le mari s'empare-t-il souvent du salaire, ainsi touché par la femme, pour aller le dépenser au cabaret ou ailleurs ? (Voir réponses 1 et 2.)

» 4° Quand la femme touche un salaire personnel, le mari s'en empare-t-il souvent pour le détourner de sa destination domestique ?

» L'enquête faite à ce sujet nous a révélé que la très grande majorité des ouvriers, non seulement laisse à la femme le salaire qu'elle a pu gagner, mais lui confie le soin d'ordonnancer toutes les dépenses du ménage.

» 5° Quel serait le résultat probable, dans votre milieu, d'une loi qui donnerait à la femme le droit de disposer de ses salaires personnels ? Le mari, par représailles, ne serait-il pas amené à toucher lui-même ses propres salaires ?

» Cette mesure passerait complètement inaperçue chez les ouvriers de notre usine du Creusot. »

» Vous voyez, Messieurs, que le projet de loi que

vous examinez aujourd'hui n'aurait pas d'inconvénients au Creusot. »

Si nous consultons à présent M. Grüner, secrétaire général des Houillères de France, nous compléterons ainsi les indications déjà fournies par M. Saint-Girons. D'après lui aussi, c'est habituellement la femme qui se présente pour toucher le salaire du mari. Celui-ci admet universellement que les salaires du ménage, les siens comme ceux de sa femme, doivent être employés aux dépenses du ménage qui sont du département de la femme et que c'est à elle de disposer des gains affectés à cette destination. D'après M. Grüner aussi, une loi qui sanctionnerait ce principe ne ferait que mettre le droit d'accord avec les mœurs (1).

Si nous quittons les pays miniers et que nous demandions à un ingénieur des Manufactures de l'Etat des renseignements sur les abus de pouvoir du mari, ici encore même réponse. Le droit qu'a le mari de toucher directement les gains et salaires de sa femme, commune en biens, est pour ainsi dire inconnu dans la pratique. Bien plus, la plupart des maris laissent encaisser par leurs femmes le montant de leurs gains personnels ou ils en remettent tout au moins la presque totalité pour les affecter aux besoins du ménage. « Les quelques cas isolés et no-

(1) *Bulletin de la Société d'Études législatives*, p. 106.

toires d'abus des pouvoirs maritaux soulèvent l'universelle réprobation.... Leurs auteurs sont honnis et en quelque sorte mis à l'index, ce qui montre bien qu'ils choquent le sentiment général et vont à l'encontre des usages reçus... Les abus de pouvoir de la part du mari, chef de la communauté, sur les gains de la femme à titre de salaires, je puis répondre qu'ils se produisent rarement. » (1)

Voilà ce que démontre l'enquête dirigée par la Société d'Etudes législatives.

Disons donc bien haut pour l'honneur des ménages ouvriers français que rares sont les abus du pouvoir marital et qu'il est peu de femmes dont les salaires et les traitements soient détournés par leur mari de leur destination naturelle. Les maris se sont, suivant l'expression de M. Thaller, « subitement transformés en modèles de douceur, s'en rapportant entièrement à leurs femmes pour tout ce qui concerne le mouvement des fonds ».

Est-ce à dire que notre système législatif soit parfait et ne doive pas être modifié ?

Certains esprits, séduits par les résultats de l'enquête dont nous avons parlé, préconisent le maintien pur et simple de notre droit matrimonial dans son intégrité. C'est ainsi que M. Cauwès devant la Société d'Etudes législatives (2), s'exprime en ces

(1) Communication de M. Imbert, *op. cit.*, p. 80, 1902.

(2) *Op. cit.*, p. 124 et s.

termes : « J'estime qu'il nous faut rester fidèles au régime de la communauté légale. J'irais même plus loin et, repoussant le principe de la réforme proposée, je conclurais au maintien intégral de notre régime de droit commun... Bouleverser toute l'économie de notre régime légal en vue de situations très dignes de pitié, mais très exceptionnelles, serait-ce bien sage ? » A quoi bon tenter une réforme législative dont on n'aperçoit pas la nécessité ? Cette réforme risque d'aboutir à des conséquences diamétralement opposées à celles que l'on recherche. Aujourd'hui la grande majorité des maris laissent leurs femmes toucher elles-mêmes le produit de leur travail personnel. Qui sait si demain, froissés par cette mesure de défiance qu'on aura prise à leur égard, ils consentiront à effectuer ce même abandon ? Et qui sait s'il n'en résultera pas un trouble dans la paix du ménage ?

Très sincèrement cette argumentation nous touche peu et nous n'hésitons pas à repousser cette théorie du *statu quo*. Car, outre qu'il est juste et moral que la femme, qui travaille et qui représente souvent à la maison dans les ménages ouvriers les idées d'ordre, d'économie et de prévoyance, ait la libre disposition de son travail ; que cela est, d'ailleurs, conforme au principe supérieur de notre droit « qui est le respect de la dignité et de l'indépendance de la personne humaine » ; il est vrai aussi de dire que la réforme sollicitée pourra porter remède à certaines situations

fâcheuses. Sans doute, l'examen des faits nous a montré que peu de maris vont jusqu'à encaisser eux-mêmes les produits du travail personnel de la femme. C'est la règle. Mais qui oserait affirmer que cette règle ne comporte aucune exception ? Prétendre que l'abus n'existe pas serait aussi conjectural et aussi faux que nier l'évidence même.

Bien loin donc de voir dans ces faits une sorte de fin de non-recevoir capable de faire écarter la réforme que nous souhaitons, nous y voyons, au contraire, un sûr garant de sa maturité. Puisque ce système pour lequel nous réclamons la consécration législative est déjà presque universellement pratiqué ; ce nous est une assurance que cette loi ne faisant que sanctionner les mœurs, sera acceptée sans secousse, ni révolution. La réforme passera presque inaperçue ; c'est l'avis de la presque unanimité des personnes compétentes qui ont été consultées par la Société d'Etudes législatives. La conclusion qui s'impose peut donc se résumer en ces deux propositions : une réforme de notre régime matrimonial est nécessaire et l'heure est venue pour le législateur de la réaliser.

Mais quelle sera l'étendue de cette réforme ? Ce sera l'objet de notre troisième partie.

Nous la diviserons en trois chantages.

Dans le premier, nous proposerons le remplacement de la communauté mobilière par celui de la communauté réduite aux acquêts.

Dans le second, nous étudierons le moyen d'atténuer la rigueur excessive des pouvoirs du mari en les limitant dans une certaine sphère et en consacrant légalement et non plus seulement par une autorisation tacite du mari le mandat que la jurisprudence accorde à la femme dans les affaires du ménage.

Enfin, dans un troisième chapitre nous envisagerons les droits qui doivent revenir à la femme sur les produits de son travail. Nous nous demanderons d'abord si la jurisprudence pourra suffire comme instrument de réforme et s'il est possible d'attendre des tribunaux la solution du problème qui nous préoccupe. Puis, envisageant l'éventualité d'une réforme législative, nous exposerons et étudierons parmi les projets qui ont été présentés, celui qui nous paraîtra le plus acceptable.

CHAPITRE II

DE LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS ENVISAGÉE COMME RÉGIME DE DROIT COMMUN

Nous avons essayé de montrer, dans notre historique du régime légal, combien la communauté des meubles et acquêts n'avait pour elle ni la justice, ni la tradition historique si on l'envisage dans son fonctionnement actuel. On peut dire avec vérité que le régime matrimonial qui a nos préférences, celui qui mérite le nom de régime national et qui, dès lors, devrait être notre régime de droit commun, c'est la communauté d'acquêts.

Ce régime présente tous les avantages de la communauté légale sans en avoir les inconvénients. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir un rédacteur du Code civil demander qu'on la préfère à celle-ci comme régime de droit commun. Rappelons ici les paroles de Maleville (1) : « Suivant l'article en discussion, les époux sont non seulement associés aux acquêts

(1) Fenet, XIII, p. 549 et suiv.

qui se font pendant le mariage, mais à tous les biens mobiliers qu'ils ont en se mariant, et, par voie de conséquence, à toutes leurs dettes. Ainsi, par le seul fait de leur mariage, les négociants, les manufacturiers, les capitalistes, les artistes, les artisans, dont toute la fortune se compose du mobilier, sont censés donner à leur femme et lui donnent réellement la moitié de leurs biens. D'un autre côté, un père de famille croit donner sa fille à un homme aisé, avec lequel elle pourra passer des jours tranquilles, et cependant tout à coup il apparaît des dettes dont sa fille est obligée de payer la moitié. Ce n'est pas encore tout ; d'après cet article, les successions et les donations mobilières qui adviennent à l'un des époux se partagent avec l'autre. Mais cette communication, qui transporte ainsi les biens d'une famille dans l'autre, est-elle donc une suite naturelle du mariage ? Personne n'osera le prétendre. Ce principe est si extraordinaire que, dans les coutumes mêmes qui admettent la communauté, il est d'usage de stipuler que les époux ne seront pas tenus aux dettes l'un de l'autre ; que leur mobilier leur demeurera propre en tout ou en partie ; qu'il en sera de même des successions ou donations qui pourront leur advenir ; en sorte que, sur 100 contrats de mariage qui se passent à Paris même, il n'en est pas 10 où l'on se tienne à la communauté légale telle qu'elle est ici présentée. Et l'on voudrait la donner pour règle à ceux qui l'ont toujours rejetée ! On dit qu'il faut intéresser les femmes

à la prospérité du ménage... Il est bien constant au moins que, pour intéresser les femmes au soin de leur famille, il n'est pas nécessaire de rendre communs les biens et les dettes des époux. Il suffit de les associer aux acquêts qu'ils feront pendant leur mariage. Voilà un moyen direct et seul correspondant à la fin qu'on se propose... Je demande que lorsqu'il n'y aura pas de stipulation, la communauté soit réduite aux acquêts qui se font pendant le mariage. »

Les reproches que Maleville adressait à la communauté légale, au moment de la rédaction du Code civil, se sont de nos jours singulièrement exagérés ; il lui reprochait de déséquilibrer les fortunes respectives des deux époux. Qu'aurait-il dit si, lors de la rédaction du Code civil, la richesse mobilière avait été, comme aujourd'hui, supérieure à la richesse immobilière ?

Mais si le vœu de Maleville n'a point été écouté, si, en droit, la communauté d'acquêts n'est point devenue le régime de droit commun, en fait, elle tend aujourd'hui à remplacer presque partout les autres régimes.

L'ancienne communauté coutumière ne rompait nullement l'équilibre des fortunes ; il importait bien peu de faire entrer en communauté les meubles possédés au jour du mariage par les époux, ou ceux qui leur advenaient plus tard par donation ou succession, à une époque où tous les biens susceptibles de figurer comme élément important d'un patrimoine,

étaient rangés dans la classe des immeubles. Son but, et, en fait, son résultat, étaient uniquement de rendre communs aux époux les produits de la collaboration commune et les économies réalisées sur les revenus. Aujourd'hui, grâce aux dispositions de l'article 529 du Code civil et par l'effet du prodigieux développement des valeurs industrielles et commerciales, elle arrive à modifier de la façon la plus complète la situation pécuniaire des époux au moment du mariage, à moins que ceux-ci n'aient tous deux qu'un patrimoine immobilier. Elle dépasse donc de beaucoup le but de l'ancienne communauté coutumière ; et ce but se trouve aujourd'hui bien mieux atteint par la communauté réduite aux acquêts. C'est ce qui explique que, partout où régnait l'ancienne communauté coutumière, la communauté réduite aux acquêts ne laisse qu'une part bien petite à la communauté légale dès que les époux font un contrat de mariage.

Il n'est pas jusqu'aux pays dans lesquels la dotalité était restée pendant si longtemps le régime matrimonial usuel que la communauté réduite aux acquêts ne tende à conquérir. Elle y apparaît tantôt seule, tantôt combinée avec le régime dotal dont elle conserve alors les avantages à la femme, en lui procurant en même temps les principaux avantages de la communauté.

L'administration de l'Enregistrement, en vue de déterminer exactement la répartition des contrats de

mariage d'après la nature du régime matrimonial adopté, a procédé sur toute l'étendue du territoire, à une enquête qui a porté sur l'année 1898.

Les deux tableaux que publie le bulletin font connaître : 1° les résultats généraux, et 2° les résultats par département de cette enquête.

Voici le premier :

Tableau I. — Les Contrats de mariage en 1898
Résultats généraux

DÉSIGNATION DES RÉGIMES MATRIMONIAUX		NOMBRE des contrats de chaque catégorie enregistrés en 1898
RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ	Communauté légale . . .	866
	Communauté réduite aux acquêts.	67.288
	Communauté universelle.	258
RÉGIME EXCLUSIF DE COMMUNAUTÉ	Clause exclusive de com- munauté.	1.694
	Clause de séparation de biens.	2.128
RÉGIME DOTAL	Avec paraphernalité . . .	2.849
	Sans paraphernalité . . .	2.703
	Avec Société d'acquêts. .	4 560
TOTAL.		82.346

De cette statistique, il résulte clairement que le régime de communauté réduite aux acquêts est de beaucoup le plus employé chaque fois que les parties veulent faire les frais d'un contrat, puisque sur 82.000 contrats annuels, plus de 67.000 l'adoptent, alors que le régime légal adopté par contrat ne compte même pas 900 partisans.

C'est donc le régime répondant le mieux aux vœux et aux intentions des époux et de leurs familles. Ni la séparation de biens, ni l'union des biens sans communauté ne se sont développées chez nous. La communauté universelle est presque inconnue dans la pratique. Seul le régime dotal compte encore quelques partisans et encore voit-il son influence fortement battue en brèche dans les pays où anciennement il trônait en souverain.

Ainsi, dans le département de la Lozère, notre lieu d'origine, où s'exerçait d'une façon presque exclusive le régime dotal, la communauté d'acquêts prend tous les jours une prépondérance croissante. Et je n'en veux pour preuve que cette statistique dont je cite plus bas les résultats :

Tableau

Résultats pour la Lozère

RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ	{ Communauté légale	9
	{ Communauté d'acquêts. . .	78
	{ Communauté universelle . .	1
RÉGIME EXCLUSIF DE COMMUNAUTÉ	{ Régime sans communauté.	49
	{ Séparation de biens	86
RÉGIME DOTAL	{ Avec paraphernalité. . . .	35
	{ Sans paraphernalité. . . .	173
	{ Avec société d'acquêts . . .	37
TOTAL		468

Si nous voulions étudier les législations étrangères, nous constaterions que ce régime est celui d'un assez grand nombre de pays. C'est le régime de droit commun de l'Espagne, de plusieurs Républiques de l'Amérique du Sud (Mexique, Chili, Vénézuëla, Pérou, République Argentine), de deux Etats de l'Amérique du Nord (la Louisiane et la Californie), de plusieurs cantons Suisses (ceux de Neuchâtel, du Valais, des Grisons, de Schaffouse, de Soleure et de Thurgovie) (1).

(1) Tissier. Article paru dans la *Revue Bourguignonne de l'Enseign. supérieur*, 1901.

Ce n'est pas que le droit comparé puisse toujours fournir des arguments bien sérieux en faveur de l'introduction dans un pays de tel régime matrimonial admis dans un autre pays ; car ce sera souvent en s'inspirant des habitudes et coutumes de la nation, en recherchant les préférences manifestées par les populations auxquelles il doit donner des lois bien plutôt qu'en considérant ce qui se passe à l'étranger, que le législateur se décidera pour le choix d'un régime matrimonial légal. Mais cette étude peut être utile, pour se rendre compte si tel régime qu'on suppose préférable est susceptible de fonctionner facilement comme régime légal ou s'il n'y a pas trop d'obstacles pour l'empêcher de donner des résultats favorables.

On s'est considérablement exagéré en France les difficultés que dans la pratique le fonctionnement de ce régime pourrait présenter. Il est un obstacle qu'on a toujours signalé comme s'opposant à ce qu'on fasse de la communauté d'acquêts le régime de droit commun.

Je veux parler de la fameuse question des apports mobiliers. C'est pour n'avoir pu la solutionner que les rédacteurs du Code civil écartèrent la communauté d'acquêts comme régime légal. Voulant éviter cette difficulté, ils crurent préférable de faire entrer en communauté tous les meubles des époux, laissant à ceux dont la fortune mobilière en vaut la peine le soin de les exclure par contrat de mariage.

Nous allons essayer de démontrer que c'est à tort que la jurisprudence, craignant que des fraudes ne se commissent au préjudice des créanciers du mari ou de la communauté, a établi pour la preuve des apports mobiliers, des règles d'un rigorisme inacceptable et que, par suite, ce n'aurait pas dû être une raison pour rejeter la communauté des acquêts comme régime matrimonial de droit commun.

Cela est, d'abord, démenti par l'expérience de nombreux pays étrangers qui l'ont adopté comme régime légal et où il fonctionne de façon très satisfaisante. Cette difficulté des preuves ne les a point empêchés d'accepter un régime qu'ils jugeaient, d'une part, excellent. Ce doit être une question secondaire et à reléguer au second plan.

Mais comment résoudre cette question de la preuve des apports mobiliers ? Il faut soigneusement distinguer deux hypothèses pour lesquelles des solutions différentes doivent être données. Lorsque la discussion porte entre époux ou héritiers des époux, on doit faciliter la preuve, car rien ne justifie la nécessité de restrictions gênantes. Ce n'est qu'à l'égard des créanciers et pour la preuve des apports mobiliers que la femme prétend avoir faits lors du mariage et veut soustraire à leurs poursuites qu'une réglementation plus rigoureuse doit être réclamée pour empêcher les fraudes.

Examinons quelle solution on lui donne dans les législations étrangères ? Et d'abord, il est telles va-

leurs mobilières, offices ministériels, fonds de commerce, valeurs nominatives de toutes sortes, créances, actions, etc., dont on peut constater l'origine aussi aisément que celle des immeubles. Dès lors, inutile de sortir pour ces valeurs du droit commun et d'exiger des preuves spéciales par inventaires ou actes authentiques. C'est ce que décident plusieurs législations ; par exemple, le Code civil Hollandais, le Code de commerce Italien, la loi Norvégienne du 29 juin 1888.

La question de preuve ne devient embarrassante que pour les autres valeurs mobilières, argent, mobilier, titres au porteur. Doit-on exiger pour les constater des actes authentiques ou des inventaires ? Dans la plupart des législations qui admettent la communauté d'acquêts comme régime légal, on laisse subsister le droit commun de la preuve et on n'exige ni la rédaction d'un acte lors du mariage, ni lorsque l'événement fait acquérir à l'époux au cours du mariage des valeurs mobilières. C'est le régime du Code civil Espagnol, des législations sud-américaines et de certains cantons Suisses. On établit la présomption de propriété en faveur du mari ou de la communauté, mais on permet de la combattre par tous les moyens de droit commun.

On peut donc dire que la majorité des législations actuelles admet la preuve des reprises d'après le droit commun sans restrictions exceptionnelles. Et cette constatation est de nature à diminuer la portée de

cette affirmation qu'on retrouve partout, à savoir que la communauté ne saurait fonctionner sans inventaires obligatoires.

Et qu'on n'aille pas prétendre que ces indications n'ont de valeur que si on peut constater les résultats produits par cette facilité de preuve des apports mobiliers : « Dans la mesure où cela m'a été possible, dit M. Tissier (1), j'ai cherché à connaître ces résultats ; on ne m'a signalé aucun abus, aucune plainte ; la question de preuve des reprises, qui passe pour être si difficile et a soulevé en France tant de controverses, n'existe pour ainsi dire pas ailleurs. M. E. Huber, dans l'exposé des motifs qu'il a rédigé lors de la rédaction première de son avant-projet, n'hésite pas à se prononcer pour la facilité de la preuve. On ne saurait, dit-il, exiger des inventaires obligatoires ; l'usage en est peu répandu en Suisse ; ils seraient considérés comme une formalité gênante et les prescriptions législatives seraient en ce qui les concerne difficilement applicables. Il suffit, pour lui, d'établir dans la loi la présomption favorable au mari et à ses créanciers ; chaque époux peut d'ailleurs, d'après l'avant-projet, faire dresser un inventaire à toute époque ; fait dans un certain délai avec les formalités légales, cet inventaire fera foi jusqu'à preuve contraire. »

(1) Tissier. Revue citée plus haut, p. 119

En admettant même, malgré l'autorité si forte qui se dégage de l'exemple de la majorité des législations étrangères en faveur du système de la facilité de la preuve des apports mobiliers, qu'il convienne de distinguer, ainsi que le font les législations d'Italie ou de certains cantons Suisses, l'action en reprise intentée par un époux contre l'autre époux ou ses héritiers et l'action en reprise intentée par la femme contre les créanciers du mari et la communauté, et qu'on n'applique le droit commun que dans le premier cas, réservant pour le second une preuve plus sûre, plus précise : celle résultant de la constatation authentique des apports, je dirai que même encore l'établissement du régime de communauté d'acquêts comme régime légal, aurait ce précieux avantage de dispenser bien des gens, dont la fortune est petite, de déboursier des frais toujours trop considérables pour leur contrat de mariage. Il suffirait, dans les cas où il n'y a pas de libéralités à constater, de dresser des inventaires et des états peu coûteux. Et dans les cas nombreux où les époux n'ont aucune fortune lors de leur mariage, mais en recueillent plus tard par successions ou donations, il suffirait pour empêcher ces valeurs mobilières de tomber dans la communauté, de les faire constater au cours du mariage par actes authentiques, sans qu'un contrat de mariage antérieur ait été nécessaire.

CHAPITRE III

CRITIQUE DE LA THÉORIE DU MANDAT TACITE. NÉCESSITÉ DE SA TRANSFORMATION

Nous avons, en étudiant l'origine et le fondement du mandat domestique, essayé de démontrer que cette théorie avait été imaginée dans le désir d'y trouver une constitution satisfaisante du pouvoir ménager de l'épouse. Mais un examen approfondi de son fonctionnement révèle sans peine que cette théorie du mandat s'est montrée impuissante à remplir son but et incapable de satisfaire aux exigences de la pratique.

Cette théorie d'abord n'assure à la femme, en matière ménagère, qu'un pouvoir incertain dans son existence comme dans son étendue.

Celle-ci n'a qu'un pouvoir domestique précaire ; car il dépend du mari et de lui seul de reconnaître ou de refuser à sa femme de le représenter dans les contrats ménagers, et si par hasard il le lui reconnaît, il peut le restreindre dans les limites qu'il juge convenables. Sans doute, il arrivera souvent que ce

mandat ne lui sera pas contesté et qu'elle pourra exercer son activité domestique dans les limites qu'il lui plaira de fixer, le silence du mari équivalant à une ratification, mais en définitive c'est le mari qui doit rester seul juge de son admission et de sa portée.

Or, ne voit-on pas apparaître tout de suite les difficultés sans nombre qu'implique nécessairement cette possibilité de révocation arbitraire de la part du mari ? La femme est appelée à exercer ce pouvoir ménager, non point seulement par l'état de nos mœurs, mais surtout parce qu'il est fondé en raison. Elle doit être l'ordonnatrice des dépenses du ménage parce que, dans ce domaine, sa compétence est de beaucoup supérieure à celle de son mari ; aussi dans la répartition des pouvoirs entre les époux, c'est son rôle normal et traditionnel. Ne convient-il pas, dès lors, de faire préciser dans la loi qu'elle exerce ici un pouvoir propre et substituer le principe du mandat légal à l'idée ancienne du mandat tacite ? Sinon, soumise aux caprices fantaisistes de son époux, malgré la compétence personnelle qui la destine à la conduite du ménage, elle voit celui-ci garder la haute main et la direction sur un domaine qui sort tout à fait de ses fonctions naturelles. Et M. Morizot-Thibault fait remarquer justement : « que, dès lors, la mission de la femme n'est plus qu'apparente ; elle défaille dans la sphère que lui ouvrent ses facultés naturelles, tandis que celle du mari s'étend en dehors de ses vraies

limites, puisqu'il règne encore dans un domaine dont la Providence semblait vouloir l'écarter ».

Et, en second lieu, cette théorie du mandat fournirait-elle à la femme un pouvoir domestique assuré que celle-ci n'aurait pas dans la conduite du ménage un rôle personnel et indépendant. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'épouse n'est que la représentante du mari, agissant en son nom. Son pouvoir n'est que délégué et, comme nous le disions plus haut, sans initiative comme sans responsabilité. Sans doute ce système, en refusant à la femme un pouvoir propre, écarte de sa tête les responsabilités qu'elle devrait supporter si elle contractait en son propre nom. Mais pense-t-on s'inspirer des vrais intérêts de la femme en la réduisant à l'impuissance, sous prétexte de protection et en lui interdisant de développer son activité, fût-ce au prix de quelques responsabilités, dans un domaine où précisément on se plaît à lui reconnaître une compétence particulière ?

En définitive, si l'on envisage les conditions d'existence et d'étendue du pouvoir domestique, on aboutit à cette conclusion, que la théorie du mandat est impuissante à assurer l'organisation de ce pouvoir. Ne vaudrait-il pas mieux, dès lors, renoncer franchement à une conception qui a fait ses preuves d'insuffisance et cesser d'abriter sous le couvert du mandat un pouvoir domestique qui se rapproche plutôt d'une prérogative légale ? Bien des législations nous ont ici tracé la voie. Le Code civil allemand de 1900 a organisé

cette réforme. L'article 1356 donne à la femme « le droit et le devoir de diriger le ménage commun ». Et cette prérogative de l'épouse ne se borne pas à une simple direction particulière des intérêts communs, elle entraîne pour la femme certains pouvoirs sur le patrimoine matrimonial qui constituent une exception à la gestion maritale. La femme, par ce pouvoir légal de représentation que le Code lui reconnaît, est autorisée dans son cercle d'action domestique à disposer, au nom du mari, du patrimoine de celui-ci et à l'obliger par ses actes. C'est ce qui ressort de l'article 1357 ainsi conçu : « La femme a le droit, dans son cercle d'action domestique, de gérer les affaires du mari à sa place et de le représenter. Les actes juridiques qu'elle passe dans ce cercle d'action sont réputés avoir été passés au nom du mari, à moins que le contraire ne résulte des circonstances. » Et c'est ici que la théorie du Code Allemand se différencie du système français du mandat. La « *Schlüsselgewalt* » de l'épouse n'est qu'un pouvoir de représentation du mari, mais c'est un pouvoir légal et non pas seulement d'origine contractuelle et volontaire, comme en droit français.

Le système de l'Avant-projet du Code civil Suisse ressemble par beaucoup de points à la conception du Code Allemand. Comme ce dernier, il donne à la femme la direction ménagère, par une prérogative légale, indépendante de toute concession maritale. Mais l'Avant-projet ne se borne pas à consacrer les

résultats les plus saillants de la législation allemande, il les dépasse et réalise de sérieuses innovations.

C'est ainsi qu'un acte arbitraire du mari ne peut la supprimer « Schlüsselgewalt » de l'épouse, il faut une décision judiciaire, et ce moyen concilie très harmonieusement les intérêts du mari avec la dignité de l'épouse. De plus, si la femme voit son pouvoir supprimé, à la condition de se montrer de nouveau digne de l'exercer, elle pourra rentrer en possession par nouvelle intervention judiciaire de son pouvoir perdu.

Enfin, l'innovation la plus importante de ce système consiste dans *le pouvoir propre* de direction des intérêts conjugaux dans la sphère du ménage, que ce régime lui reconnaît. Désormais l'épouse possède comme directrice du ménage une position symétrique de celle du mari, chef de l'union conjugale. Elle n'a plus à demander à son mari les deniers nécessaires à sa mission, puisqu'elle a désormais à sa disposition (ce que n'avait pas l'épouse allemande) les biens matrimoniaux dans la zone de son activité domestique. Elle se procure ainsi les ressources indispensables par son droit d'administration ou de disposition des biens matrimoniaux, et il est facile d'apercevoir ce qu'y gagnent sa dignité et son indépendance.

Maintenant que nous voilà édifiés sur les vices de notre système français, touchant le pouvoir domestique de l'épouse, et après nous être, d'autre part, ren-

seigné sur les tendances des codifications étrangères, nous sommes en mesure de donner notre opinion sur la refonte nécessaire de notre droit en la matière et nous n'hésitons pas à accorder la supériorité au système préconisé dans l'Avant-projet du Code civil Suisse, souhaitant qu'une réforme semblable soit le plus tôt possible introduite dans notre Code.

CHAPITRE IV

DROITS DE LA FEMME SUR LES PRODUITS DE SON TRAVAIL

Cette réforme des droits de la femme sur les produits de son travail ou de son industrie, est reconnue comme nécessaire et urgente par presque tout le monde.

Mais si l'on est généralement d'accord sur le principe, les divergences commencent dès qu'il s'agit de déterminer les bases et l'étendue de cette réforme. Les uns veulent attendre des tribunaux le progrès désiré, convaincus qu'il peut être obtenu par une simple évolution jurisprudentielle. C'est à M. Thaller, professeur de droit commercial à l'Université de Paris, qu'est due cette ingénieuse théorie. D'autres enfin estiment que c'est au législateur d'intervenir, persuadés que seule une loi nouvelle peut réaliser une réforme durable.

C'est par l'étude de la solution qu'il convient d'apporter à la première question que nous commencerons, recherchant s'il est possible d'attendre des tri-

bunaux la solution du problème qui nous préoccupe. Puis, envisageant l'hypothèse d'une réforme législative, nous exposerons et étudierons les principaux projets présentés.

Section Première

LA JURISPRUDENCE ENVISAGÉE COMME MOYEN DE RÉFORME

M. Thaller soutient dans un rapport intitulé : « Le contrat de mariage et le régime normal des biens à établir entre époux » (1) et exposé par lui devant le Congrès de la Société d'économie sociale, que, sans recourir à une réforme législative, il est possible d'améliorer, dans une large mesure, la condition de la femme laborieuse.

La lenteur du travail parlementaire l'effraye, et son espoir réside plutôt dans les tribunaux que dans les assemblées législatives. « Lorsque nous constatons, s'écrie-t-il avec une certaine inquiétude, avec quelle incohérence fonctionne notre appareil parlementaire, il est plutôt à souhaiter que cette révision tarde encore des années. » Aussi, dit-il, c'est à la jurisprudence de « prendre les devants et, par une marche intelligente du droit prétorien », de redresser les abus.

(1) *Réforme sociale*, 1^{er} octobre 1901.

Les moyens qu'il conseille aux Tribunaux d'employer pour aboutir au résultat désiré sont d'une parfaite simplicité. Il s'appuie sur la loi du 12 janvier 1895 qui déclare les salaires des ouvriers et gens de service incessibles pour huit dixièmes ; or, ce qui est incessible n'entre pas en communauté ; donc ces valeurs résistent à l'application de l'article 1401 du Code civil et doivent, par conséquent, rester propres à la femme. Cette théorie a l'air de se présenter sous la forme d'un syllogisme rigoureux et M. Thaller pense que si la Cour de cassation acceptait sa thèse dans un arrêt, le résultat serait immédiatement atteint et la réforme accomplie.

Nous ne le pensons pas, car à supposer même que cette évolution de jurisprudence vînt à se produire, la réforme ne serait qu'imparfaitement ébauchée.

Sans doute les salaires et traitements de la femme ne tombant pas dans la communauté ne pourront être sujets aux pouvoirs très étendus que l'article 1421 confère au mari sur les biens communs. Mais néanmoins, le but de la loi ne sera pas rempli ; la femme n'aura pas le droit de toucher et de disposer personnellement des produits de son travail. Ceux-ci, en effet, constituant des propres mobiliers imparfaits, resteront la propriété de la femme, mais c'est le mari qui en aura l'administration et la jouissance. Ces sommes tomberont dans la communauté sauf récompense. Et la femme étant tenue de contribuer dans une certaine mesure aux dépenses du ménage, elle

ne restera créancière que du surplus de la quotité qu'elle doit verser pour sa part aux charges du mariage.

Ainsi donc le résultat qu'attend M. Thaller de sa théorie ne sera pas considérable. Ces biens, qui étaient jusqu'alors des biens communs, deviendront des biens propres, mais le rôle juridique de la femme mariée n'en sera pas modifié.

Même réduite à ces proportions modestes, nous ne pouvons souscrire à la doctrine de M. Thaller. L'article 1498 du Code civil dispose que la communauté réduite aux acquêts comprend les biens « provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des deux époux ». Ce texte est clair et précis. Et, dès lors, si la communauté réduite aux acquêts comprend les sommes gagnées par les époux grâce à leur travail personnel, comment douter que ces sommes tombent dans cette communauté plus large qu'est la communauté légale. Les termes précis et formels de l'article 1498 ne sauraient laisser place à la plus légère hésitation. Aussi repoussons-nous résolument la théorie de M. Thaller.

Ce n'est donc pas par la jurisprudence que l'on peut réaliser le progrès attendu. C'est au législateur qu'il faut demander d'intervenir pour résoudre le problème qui fait l'objet de notre étude.

Section II

PROJETS DE RÉFORME LÉGISLATIVE

Plusieurs projets de réformes ont été élaborés. Certains ont déjà subi à moitié la sanction du législateur, puisque à plusieurs reprises des propositions de lois ont été rédigées en ce sens, présentées à la Chambre des députés et votées par elle. Elles dorment maintenant, oubliées dans les cartons du Sénat depuis 1896.

Nous bornerons notre étude à l'examen de ces diverses propositions de lois, en y joignant le projet élaboré par la Commission d'études législatives.

1° *Projet Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps, Montaut et projet Goirand*

Le 22 juillet 1890, MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut déposaient sur le bureau de la Chambre un projet de loi préparé par MM. Glasson et Jalabert, tendant à protéger la femme contre certains abus de pouvoir du mari. Ils n'attaquaient pas directement la puissance maritale, ni la communauté ; mais ils demandaient qu'en cas d'inconduite du mari mettant en péril les intérêts du ménage, la femme pût être autorisée par la justice à toucher elle-même les

produits de son travail et à en disposer librement (art. 1^{er}). Ils voulaient, en outre, que la femme, en cas d'abandon du mari, pût obtenir de la justice l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher les deux tiers des salaires ou émoluments du mari, si elle avait à sa charge des enfants issus du mariage ; le tiers si elle n'en avait pas (art. 3). Et ils organisaient, pour permettre à la femme d'user de ce dernier droit, toute une procédure devant le juge de paix, procédure simple, peu coûteuse et expéditive.

M. Goirand trouva insuffisant le projet de MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut. Ce projet se bornait à permettre à la femme d'obtenir de la justice l'autorisation de toucher elle-même ses gains ou salaires personnels, et d'en disposer librement quand le mari met en péril les intérêts du ménage. M. Goirand pensa que le droit pour la femme de toucher les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement est un droit sacré qui ne devait pas dépendre d'une décision de justice, ni de la conduite du mari, et le 9 juillet 1894 (1), il déposa une proposition de loi contenue en un article unique, qui accordait ce droit à la femme en toutes circonstances et quel que fût le régime des biens des époux. Les droits des tiers contre les biens de la communauté, dont continuaient à faire partie les produits du tra-

(1) Chambre 1894, annexe 801.

vail personnel de la femme, étaient formellement réservés par ce projet.

Sur un rapport favorable présenté par M. Goujon, le 20 décembre 1894 (1), au nom de la huitième Commission d'initiative parlementaire, le projet Goirand fut pris en considération par la Chambre le 12 janvier 1895. D'autre part, la proposition Jourdan avait été prise en considération le 9 juillet 1894. On résolut de fondre les deux propositions en une seule, et le nouveau texte fut déposé le 14 novembre 1895 sur le bureau de la Chambre. Nous en donnons le texte à la fin de notre travail.

Les projets que nous venons d'énumérer peuvent se diviser en deux groupes parfaitement distincts.

Dans une première opinion représentée par le projet de MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, on estime que le régime de droit commun établi par le Code civil doit demeurer intact et que la loi ne doit en aucune manière augmenter les droits de la femme sur ses salaires et traitements. Ce n'est qu'au cas d'inconduite du mari qu'il suffit de créer un rouage nouveau permettant à la femme de faire cesser, le cas échéant, les abus du pouvoir marital dont elle peut être la victime. Le remède qu'on mettra alors à la disposition de la femme laborieuses, ce sera un remède répressif, ce sera une séparation de biens

(2) Chambre 1894, annexe 1094.

judiciaire mitigée et restreinte aux produits de l'activité personnelle de la femme.

Cette demande en séparation sera portée devant le juge de paix du domicile du mari et, grâce à une procédure peu coûteuse, la femme pourrait ainsi apporter un remède immédiat aux abus du pouvoir marital dont elle pourrait être victime.

Plus téméraire et plus hardie, la seconde conception part d'un principe diamétralement opposé. Elle considère que la réforme doit avoir un caractère plus général et plus étendu. Ce sont les principes posés par le Code civil relativement à l'administration de la communauté légale qui engendrent ou qui, du moins, rendent possibles les abus du pouvoir marital. Ce sont ces principes qu'il faut résolument modifier.

Aux pouvoirs accordés par la loi au mari commun en biens, c'est la loi elle-même qui doit apporter une limitation ; et cette limitation aura trait précisément aux biens acquis par la femme grâce à la mise en œuvre de son activité personnelle.

Par le seul fait du mariage, indépendamment de toute stipulation conventionnelle et de toute décision judiciaire, la femme acquerra sur ses salaires et traitements certains droits nouveaux.

Cette conception est, au surplus, conforme aux principes de l'équité qui veut que celui qui travaille perçoive les fruits de son travail et en dispose.

D'ailleurs l'expérience a appris et les renseignements ont confirmé que cette réforme ne pouvait ap-

porter aucune perturbation dans la vie des ménages.

Tels sont les arguments qu'on fait valoir en faveur de cette seconde théorie. A cette argumentation l'on ajoute des critiques dirigées contre les solutions proposées par les partisans de la première opinion à laquelle on reproche surtout son défaut de caractère pratique.

Exiger de la femme le recours à la procédure imaginée par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, c'est lui imposer des démarches pénibles pour elle et irritantes pour son mari, c'est provoquer au sein du ménage des troubles et des tiraillements fâcheux ; c'est multiplier, en un mot, les causes si nombreuses de désaccord et de conflit.

Pour toutes ces raisons, l'on considère dans la seconde opinion que le législateur doit poser en principe le droit pour la femme mariée à la libre disposition des produits de son travail personnel.

2° Projet de la Commission de la Société d'Etudes législatives

Trois idées directrices semblent avoir guidé les auteurs de ce projet.

On s'est d'abord demandé quelles catégories de femmes bénéficieraient de la réforme projetée ?

En second lieu, quelle est la nature des droits qu'on allait reconnaître à la femme ?

Et enfin sur quels biens s'exercerait le droit nouveau de la femme.

Première question. — A ce premier point de vue, c'est la solution extensive qui a prévalu. Ce sont évidemment les ménages ouvriers et les femmes employées dans l'industrie que les promoteurs de la réforme avaient en vue. Mais en restreignant aux seuls ménages ouvriers les dispositions de la loi nouvelle, on s'apercevrait vite qu'une réforme circonscrite à cet objet risquerait fort de demeurer sans portée véritable. Des renseignements et des enquêtes recueillis dans les divers centres industriels, nous présentent le mari qui abuse de son autorité pour s'approprier les gains personnels de sa femme, comme un phénomène très rare. Autrement inquiétante est la situation de la femme bourgeoise que les hasards malencontreux de la vie ont mise dans l'obligation d'exercer une profession. Presque toujours ce sera à la suite d'embarras pécuniaires provoqués par l'inconduite ou la mauvaise gestion du mari. Et n'est-ce pas dans ce cas qu'il faut craindre les abus d'autorité de la part du mari ?

Pour être véritablement efficace, la réforme doit être générale. Elle s'appliquera à toutes les femmes sans distinction de catégories sociales, qui, exerçant une profession lucrative, réalisent des gains personnels par un travail séparé.

Cette solution, nous l'étendrons non seulement à la femme artiste ou littérateur, mais encore à la femme exerçant une profession libérale. Nous l'étendrons même à la femme commerçante.

On avait d'abord proposé pour cette dernière de la laisser soumise, quant à la disposition des revenus de son commerce, au droit commun matrimonial. « Il nous faut borner, disait M. Thaller (1), à introduire dans la loi une disposition qui sauvegarde le gain, le salaire de la femme, lorsqu'elle est ouvrière ou employée dans la maison d'autrui. Il ne faut pas toucher à la condition de la femme commerçante. »

Il est véritablement plus difficile de « matérialiser », suivant son expression, le bénéfice d'une femme commerçante que de déterminer le salaire d'une ouvrière ou le traitement d'une employée. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour faire fléchir le principe. Sans doute, le gain commercial est une valeur complexe, comprenant, d'une part, l'intérêt du capital engagé dans l'entreprise, et, d'autre part, le bénéfice proprement dit, et il paraît délicat d'isoler ce second élément qui représente les gains réalisés.

Mais, après un nouvel examen de la question, la commission ne crut pas devoir s'arrêter à cette difficulté de liquidation, et l'on décida de réglementer à un point de vue aussi général que possible le droit de

(1) *Bulletin de la Société d'Études législatives*, p. 121.

la femme sur les produits de son travail personnel.

Une double restriction semble cependant nécessaire. Il faut d'abord que l'activité de la femme soit appliquée à des travaux autres que ceux qu'elle exécute dans l'intérieur du ménage, et ensuite, que la femme exerce un travail séparé ; le pécule réservé ne comprendra donc ni les gains résultant du travail commun des deux époux, ni les plus-values résultant des travaux domestiques de la femme.

Deuxième question. --- Faut-il accorder à la femme la propriété distincte et séparée des biens et valeurs provenant de son travail personnel ? Faut-il, au contraire, conserver à ces biens la qualité juridique que leur confère le régime matrimonial adopté par les époux ? En d'autres termes, les biens et valeurs résultant pour la femme de la mise en œuvre de son activité personnelle, doivent-ils continuer à faire partie du patrimoine commun ? Ou doivent-ils être considérés comme des propres de la femme ?

C'est le côté le plus délicat du problème et c'est celui aussi sur lequel les membres de la Société s'étaient le plus divisés.

Il semble, au premier abord, que la solution séparatiste l'emporte sur la solution communautaire. C'est, en effet, le régime le plus simple, le plus clair et le plus net : à chacun le sien. Cette conception hardie fut soutenue dans la commission. N'avait-elle pas le mérite et l'attrait d'une innovation radicale et sim-

ple ? Et puis, comment ne pas être séduit par la remarquable argumentation de M. Saleilles, dont le rapport joint au mérite d'une rigoureuse logique l'apparence des solutions les meilleures ? Et empruntant à M. Turgeon (1) les lignes qu'il écrivait sur le même objet, nous dirions avec lui : « Moi aussi, tout d'abord, poussé par le désir d'émanciper largement la femme mariée, j'étais allé tout droit à la séparation de biens ; puis, à la réflexion, frappé de l'affaiblissement des sentiments communs qui en résulte, considérant que l'indépendance pécuniaire des époux risque de diminuer gravement la cohésion du mariage, je suis revenu à notre vieille communauté et je m'y tiens. » Elle a de profondes racines dans le pays et c'est à elle que vont les préférences de la plupart des familles.

La commission décida que les biens acquis par la femme à l'aide des produits de son travail, continueraient à faire partie de la communauté.

D'ailleurs, décider autrement n'était-ce pas établir une inégalité choquante entre le mari et la femme ? Il ne faut pas, sous prétexte de détruire une inégalité, en créer une autre en sens inverse. C'est pourtant ce que semblaient faire les partisans de la doctrine séparatiste. Si les deux époux travaillent, les gains du mari continueront à tomber dans la communauté et

(1) *Bulletin de la Société*, p. 72.

à alimenter la caisse du ménage, ceux de la femme en seront au contraire exclus. Le mari travaillera pour deux ; la femme ne travaillera que pour elle-même. N'est-il point souverainement injuste que les gains de la femme ne suivent pas la même destination que ceux du mari ? Une société où cette règle eût été méconnue aurait mérité le qualificatif que lui donne M. Boistel : « d'être léonine à rebours ».

Cette objection n'arrête point M. Saleilles (1). « Je considère, dit-il, que c'est la mission de l'homme, en même temps que son honneur, de gagner la vie pour tous ; c'est lui qui dans le ménage a une fonction de travail et de labeur. Ce qu'il gagne, il le gagne pour deux. Et c'est en cela que les idées profondément humaines et profondément chrétiennes qui sont à la base de la communauté me paraissent d'une haute portée sociale.

» Mais il faut, au contraire, qu'il soit parfaitement entendu que le travail extérieur, le travail en dehors des attributions ménagères n'est pas et ne doit pas être la fonction de la femme.

» Il faut, en dépit des dures exigences sociales de notre époque, qu'il soit entendu que le travail de la femme, j'entends de la femme mariée, est et doit être exceptionnel.

(1) *Bulletin Soc. Étud. législat.*, 1902, p. 144.

» Il ne s'imposera donc que là où les ressources du mari seront insuffisantes pour l'entretien du ménage ; le plus souvent, la femme y sera acculée par le désordre du mari, ou encore dans les ménages qui avaient débuté dans l'aisance, à la suite de revers et de ruines causées par la mauvaise administration du mari. Dans tous les cas, le travail de la femme se présente comme une ressource suprême qui lui est offerte pour subvenir à l'entretien de ses enfants et pour se ménager à elle-même des ressources pour l'avenir. »

Ainsi donc, d'après M. Saleilles, cette différence de traitement entre l'homme et la femme n'est point une faveur faite à la femme, mais bien plutôt la consécration juridique de la différence des attributions du mari et de la femme dans le fonctionnement de la vie domestique du ménage.

Son opinion ne fut point acceptée par la commission.

Les gains et salaires de la femme ne sortent pas du patrimoine commun. Quelle sorte de droit va-t-on conférer à la femme sur des biens qui restent en principe dans la communauté ?

On donne à la femme sur ses gains et salaires des pouvoirs très analogues à ceux qui appartiennent au mari sur l'ensemble des biens de communauté.

Et d'abord le projet commence par lui reconnaître le droit de les administrer. On a cru inutile de mentionner le droit qu'elle a de les toucher ; c'est le pre-

mier acte de cette administration qu'on lui reconnaît.

Elle peut en disposer, mais à titre onéreux seulement ; elle peut les placer en vue des besoins futurs et réaliser de nouveau son épargne pour ses nouvelles nécessités.

Après de longues discussions, on lui a refusé le droit de disposer seule et à titre gratuit de ses gains et économies, sans lui interdire absolument les petits cadeaux ou gratifications qu'il est d'usage de donner mais à la condition d'en user avec modération et eu égard aux ressources du ménage (1).

Elle peut enfin ester en justice pour toutes les actions concernant ses biens.

Malgré la grande confiance qu'on lui témoigne, on a cependant voulu réserver le cas où elle abuserait des pouvoirs à elle conférés et c'est devant la Chambre du Conseil que son mari peut la traduire. Elle aura le droit de présenter sa défense. S'il s'agissait d'un acte dont la solution est urgente, que la femme se proposait de faire et que le mari juge pernicieux pour les intérêts du ménage, il pourrait, en obtenant une simple ordonnance du président du Tribunal, empêcher l'acte par une opposition.

Les droits des créanciers sont régis par l'article 3. Ils peuvent saisir les biens régis par la femme, et ont ce droit, non pas seulement les créanciers avec les-

(1) Boistel. Rapport, *op. cit.*, p. 460.

quels la femme a traité pour les besoins du ménage, mais encore tous ceux avec lesquels la femme a été en relation d'affaires.

Troisième question. — Sur quels biens s'exercera ce droit nouveau de la femme ? La femme qui réalise des gains par son travail peut faire des économies sur ces bénéfices et, à l'aide de ces économies, acheter des biens ou des valeurs quelconques. Quel sera le sort de ces économies, de ces biens, de ces valeurs ? Seront-ils régis par les principes généraux du droit civil ? Ou seront-ils compris dans les dispositions nouvelles ? Deux solutions étaient préconisées. L'une considérait que la réforme devait être scrupuleusement limitée aux seuls gains, salaires ou traitements et, quant aux économies réalisées avec ces gains, elles devaient rester soumises aux règles du droit commun. C'était l'opinion du projet Goirand ; c'était celle aussi adoptée par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut. Elle a été consacrée par la Chambre des Députés dans l'article 1^{er} § 2 du projet voté par elle le 27 février 1896.

Beaucoup plus libérale est la conception présentée par MM. Tissier, Saleilles et Cauwès et adoptée par la Société d'études législatives. Cette conception élargit singulièrement la portée de la réforme. Le pécule de la femme comprendra non seulement les gains réalisés par l'épouse laborieuse, mais encore les économies faites sur ces gains, ainsi que les biens ou

valeurs quelconques acquis à l'aide de ces économies. Si les articles du projet n'étaient pas assez explicites sur ce point, le rapport présenté par M. Bérard au nom de la Commission suffirait à faire accepter une telle interprétation. De ce rapport, en effet, il résulte que la Commission a entendu protéger non seulement la femme qui touche des salaires périodiques, mais encore celle qui a fait « des économies sur ses gains » et celle qui a fait « des placements ou acquis quelque valeur ». De telles explications ne peuvent laisser aucun doute sur la pensée des rédacteurs du texte proposé par la Commission.

L'article 4 du projet résout enfin la question de la preuve à faire par la femme qui veut disposer d'une valeur provenant de son travail.

Deux solutions s'offraient : imposer à la femme l'obligation de justifier qu'elle dispose d'un bien réservé ; ou bien édicter une présomption absolue, d'après laquelle la femme agit toujours, dans ses rapports avec les tiers, dans la limite des pouvoirs nouveaux qui lui sont conférés.

Cette deuxième solution fut énergiquement soutenue dans le sein de la Commission et elle tranchait, il est vrai, du coup, tous les obstacles qu'on allait lever contre la femme pour la justification de la provenance des valeurs dont elle veut disposer. On connaît, en effet, le formalisme minutieux, la circonspection extrême des compagnies, banquiers, agents de change, dès qu'ils traitent avec une femme mariée,

pour se mettre à l'abri des responsabilités. Mais ces considérations ne parvinrent pas à ébranler l'opinion de la majorité ; et l'article 4 décide que, même vis-à-vis des tiers, la femme qui prétend disposer d'un bien quelconque, en vertu de la loi nouvelle, doit d'abord justifier que ce bien provient des produits de son travail. Il eût été exorbitant d'autoriser la femme à faire ce qu'elle voudrait de l'argent que souvent le mari lui a remis sur ses propres gains, pour entretenir le ménage et à disposer seule d'économies dans lesquelles souvent elle n'a pas eu la plus grande part.

Telle est, aussi brièvement esquissée que possible, l'économie de ce projet. Il réalise sur les précédents de notables améliorations. Le texte voté en 1896 ne constituait point une réforme sérieuse. Il laissait en suspens les questions les plus graves et les plus délicates ; la question n'avait pas été suffisamment mûrie, ni le problème envisagé sous son aspect véritable.

Par son initiative, la Société des Etudes législatives a fait faire un grand pas à la question. Puisse le législateur profiter de ces documents précieux et réaliser une réforme depuis longtemps déjà entrée dans les mœurs et réalisée dans la pratique !

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite du Code civil au point de vue de notre régime matrimonial de droit commun, nous a permis de constater l'existence dans notre loi matrimoniale de véritables lacunes qui mettent en péril les intérêts pécuniaires de la femme.

Relativement à sa composition d'abord, nous avons fait ressortir les injustices criantes que ce régime perpétrait, lorsque les époux faisaient à la communauté des apports inégaux. Son extension trop large, puisqu'elle englobe tous les biens mobiliers des époux, avait déjà frappé certains rédacteurs du Code qui auraient voulu qu'on adoptât pour ce régime légal la communauté réduite aux acquêts. Combien ces inconvénients qu'ils redoutaient alors ne se sont-ils pas aggravés depuis la rédaction du Code civil ? Grâce à la nouvelle division des biens qu'il a consacrée, et grâce surtout au développement inouï des valeurs industrielles ou commerciales, la richesse mobilière a centuplé, aggravant ainsi les inconvénients déjà

signalés et rendant nécessaire la refonte de notre loi matrimoniale.

Nous avons fait justice de ces soi-disant impossibilités qui empêchaient le régime de la communauté aux acquêts de fonctionner comme régime légal. L'exemple de nombreuses législations étrangères où elle fonctionne de façon très satisfaisante, doit nous inciter à opérer chez nous cette réforme que réclament de l'unanimité de leurs vœux la doctrine et les doléances de nos populations.

D'autre part, les pouvoirs excessifs du mari sur les biens communs, la facilité qu'il a de pouvoir disposer du mobilier de la communauté créent pour la femme un danger permanent. Le remède à cet inconvénient serait assez simple, semble-t-il. Ce serait d'exiger, sinon le consentement, au moins l'intervention de la femme aux actes concernant certaines catégories de biens meubles, par exemple les fonds de commerce et les offices ministériels. Il serait encore facile d'immatriculer les valeurs nominatives en mentionnant qu'il est interdit au mari de les aliéner sans l'adhésion de sa femme et en rendant les tiers responsables. On pourrait ainsi, sans trop nuire aux intérêts du mari, assurer à la femme son contrôle sur la gestion des biens. Toutes ces précautions, le Code ne les a pas prises et nous en avons donné la raison : c'est qu'à l'époque de sa rédaction, l'essor économique et social de ce siècle qui a créé toutes ces valeurs

n'avait point encore commencé et la richesse mobilière était alors sans importance.

Ce n'est pas que le Code ait négligé d'entourer la femme de mesures de protection multiples, mais leur grand nombre paraît visiblement masquer leur insuffisance. Nous avons montré d'ailleurs comment ces réformes avaient été faussées dans leur application aux classes ouvrières.

La jurisprudence, dans le cours du siècle, a élargi le pouvoir de la femme par sa théorie du mandat tacite. Mais elle ne lui a point donné (elle ne pouvait le faire) un pouvoir propre et indépendant qui la mette à l'abri des caprices arbitraires de son mari.

Enfin, le législateur est, lui aussi, entré dans la voie des réformes et a voté ces lois sur l'épargne de la femme mariée qui permettront à la femme d'opposer une digue aux folles dissipations du mari et à réserver pour plus tard des ressources péniblement amassées et qu'il serait allé dépenser au cabaret au préjudice des enfants.

Mais il semble qu'avant de lui procurer la facilité d'épargner, le législateur aurait dû songer à lui donner les moyens de faire cette épargne. Il ne l'a pas fait. Et ce n'est pas un des moindres vices de notre organisation sociale que le droit qu'a le mari de pouvoir s'emparer du salaire de sa compagne. Il ne faut plus que la femme, devenue dans la famille agent de production, soit privée du droit de disposer de son salaire et que le mari puisse, dans son intérêt

exclusif, s'approprier les bénéfices du travail personnel de la femme. En complétant dans ce sens son œuvre, le législateur aura mis notre régime légal en harmonie avec les nécessités pratiques de l'existence des classes ouvrières.

APPENDICE

Nous reproduisons ici sous forme d'appendice les principaux projets de lois que nous avons analysés.

Proposition Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut (1)

Article Premier. — Lorsque le mari met, par son inconduite, les intérêts du ménage en péril, la femme peut, sans demander la séparation de biens, obtenir de la justice le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement.

Article II. — Cette demande est portée par la femme au juge de paix du domicile du mari.

Article III. — En cas d'abandon, la femme peut, en outre, obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou des émoluments du mari une part, en proportion de sa charge et du nombre des enfants.

(1) *J. off.*, 1894. Doc. parl., annexé n° 803.

Proposition Goirand (1)

Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement.

Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté.

Texte voté par la Chambre des Députés (2)

Article premier. — Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. La présente disposition n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Les biens acquis par le femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté.

Article II. — En cas d'abandon par le mari du domicile conjugal, la femme peut obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher

(1) *J. off.*, 1894. Doc. parl., annexe n° 801.

(2) *J. off.*, Débats parl., p. 313.

des salaires ou des émoluments du mari une part, en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants.

Le même droit appartient au mari, en cas d'existence d'enfants, si la femme ne subvient pas spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage.

Article III. — Le mari et la femme sont appelés devant le juge de paix par un simple billet d'avertissement du greffier de la justice de paix, sur papier libre, en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste.

Article IV. — Le mari et la femme doivent comparaître en personne, sauf le cas d'empêchement justifié.

Article V. — La signification aux conjoints et au tiers débiteur du jugement autorisant l'un des époux à toucher une partie des salaires ou émoluments de son conjoint, vaut attribution à son profit des sommes dont la saisie a été autorisée, sans qu'il soit besoin d'aucune procédure.

Article VI. — Tous les jugements rendus en ces matières sont essentiellement provisoires. Ils sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Article VII. — Les actes de procédure, les jugements et les significations nécessaires pour l'exécution de la présente loi sont dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement.

*Projet de la Commission de la Société d'Etudes
législatives (1)*

Article Premier. — Sous tous les régimes et sauf clause contraire dans le contrat de mariage, la femme a le droit d'administrer les produits de son travail ou de son industrie personnelle et les économies en provenant. Elle peut en disposer à titre onéreux et agir en justice, en ce qui les concerne, sans l'autorisation du mari.

Article II. — Au cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage par l'article précédent, le mari peut en faire prononcer le retrait total ou partiel par le Tribunal civil statuant en Chambre du Conseil, le ministère public entendu.

S'il y a urgence, le président, par simple ordonnance, peut autoriser le mari à faire opposition aux actes projetés par la femme.

Article III. — Les biens dont l'administration est réservée à la femme peuvent être saisis par ses créanciers. Ils peuvent l'être également par les créanciers qui ont contracté avec le mari pour les besoins du

(1) *Bull. Ét. législ.*, 1902, p. 464.

ménage, lorsque, d'après le régime adopté, ces biens auraient dû être à la disposition du mari.

Article IV. — La preuve de la provenance des biens dont la femme déclarera vouloir disposer, pourra être faite par tous les moyens de droit, sauf par commune renommée.

Article V. — Sous les régimes comportant l'existence d'un patrimoine de communauté, les biens dont l'administration est réservée à la femme sont, au moment de la dissolution du régime, compris dans les biens communs.

Toutefois la femme ou ses héritiers auront le droit d'en exercer la reprise, en renonçant à la communauté, mais sans que ces biens cessent d'être soumis au droit de poursuite des créanciers dont ils étaient le gage antérieurement.

Montpellier le 3 novembre 1906.

Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIÉ.

Montpellier, le 31 octobre 1906.

Vu, le président de la thèse,
CHARMONT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 5 novembre 1906.

Le Recteur,

ANT. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

AFTALION. — Lois sur l'épargne de la femme mariée.

AUBRY et RAU — Cours de droit civil français.

BASSET. — Le rôle de la femme mariée dans la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale (Thèse Paris 1896).

BINET. — La femme dans le ménage (Thèse Paris 1904).

BOISTEL. — Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté. (Réforme sociale, 1^{er} janvier 1902).

BRIDEL. — Droits de la femme mariée sur les produits de son travail (Revue critique, 1893).

Bulletin de la Société d'Etudes législatives (année 1902).

Bulletin de statistique et de législation (année 1899).

DALLOZ. — Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.

— Supplément au répertoire. (Voir contrat de mariage.)

— Recueil périodique.

FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil.

FRANCK Louis. — Les salaires de la famille ouvrière (Bruxelles 1896).

GLASSON. — Le Code civil et la question ouvrière.

— Histoire du droit et des institutions de la France.

- GUILLOUARD. — Traité du contrat de mariage.
- GUNTZBERGER. — De l'extension des droits de la femme mariée (Thèse Paris 1897).
- Journal Officiel*. — Débats parlementaires.
- LAURENT. — Principes de droit civil français.
- LECOURTOIS et SURVILLE. — Du contrat de mariage (Collection Baudry-Lacantinerie).
- LOCRÉ. — Législation civile, tome 13.
- MARGUERITTE (Paul et Victor). — Œuvres.
- MASSÉ. — Caractère juridique de la communauté entre époux (Thèse Paris 1902).
- MEYNIAL. — *Revue trimestrielle* de droit civil (page 811).
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil (tome 3^{me}).
- POTHIER. — Traité des obligations.
- SIREY. — Recueil périodique.
- THALLER. — Le contrat de mariage et le régime normal des biens à établir entre époux (Réforme sociale, 1^{er} octobre 1901).
- TISSIER. — De la communauté considérée comme régime de droit commun (Revue bourguignonne de l'Enseignement supérieur, tome XI, page 103).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — APERÇU HISTORIQUE	9

PREMIÈRE PARTIE

INCONVÉNIENTS DU RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

CHAPITRE PREMIER : Injustice de ce régime quand les apports sont inégaux	33
CHAPITRE II : Pouvoirs excessifs du mari sur les biens communs	43
CHAPITRE III : Insuffisance de protection pour la femme.	53

DEUXIÈME PARTIE

AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE PAR LA JURISPRUDENCE OU LES LOIS DEPUIS 1804

CHAPITRE PREMIER : Création par la jurispru- dence de la théorie du mandat tacite	63
--	----

	Pages
CHAPITRE II : Lois relatives à l'épargne de la femme mariée	76
SECTION PREMIÈRE : Lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'Epargne	77
SECTION II : Les lois de 1850 et de 1886 sur la Caisse des Retraites pour la Vieillesse	91
SECTION III : Loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels	94

TROISIÈME PARTIE

RECHERCHE ET ESSAI D'UNE RÉFORME

CHAPITRE PREMIER : Insuffisance des réformes opérées	97
CHAPITRE II : De la communauté d'acquêts envisa- gée comme régime de droit commun	108
CHAPITRE III : Critique de la théorie du mandat tacite. Nécessité de sa transformation	120
CHAPITRE IV : Droits de la femme sur les produits de son travail	126
SECTION PREMIÈRE : La jurisprudence envisa- gée comme moyen de réforme	127
SECTION II : Projets de réforme législative.	130
Paragraphe 1 ^{er} , Projet Louis Jourdan, Dupuy - Dutemps, Montaut et projet Goirand.	130

Paragraphe 2 ^m e, Projet de la Commission de la Société d'Etudes législatives. . . .	134
CONCLUSION.	145
APPENDICE.	149
BIBLIOGRAPHIE.	154

